

Extrait de :

NATIONS UNIES ANNUAIRE JURIDIQUE

1964

Quatrième partie. Répertoire et bibliographie juridiques de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

Chapitre IX. Répertoire juridique de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées



Copyright (c) Nations Unies

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

relatif au Siège de l'AIEA n'exonère donc pas des redevances au bénéfice des églises	284	
2. États-Unis d'Amérique		
County Court du Westchester		
Question de l'exercice du privilège du Trésor (recouvrement de taxe foncière communale) — Ville de New Rochelle c. les Républiques du Ghana, de l'Indonésie et du Libéria: Jugement rendu le 16 décembre 1964		
Compétence du tribunal en matière d'exercice du privilège du Trésor sur les résidences de représentants de gouvernements étrangers auprès de l'Organisation des Nations Unies — Le tribunal a renoncé à exercer sa compétence		285
 Quatrième partie. — Répertoire et bibliographie juridiques de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées		
CHAPITRE IX. RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES		
A. RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	289	
I. Assemblée générale et organes subsidiaires		
1. Assemblée plénière et grandes commissions		
Documents d'intérêt juridique	290	
2. Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine		
Document d'intérêt juridique	292	
3. Comité exécutif du programme du Haut Commissaire pour les réfugiés		
Documents d'intérêt juridique	292	
4. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique		
Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (sixième session)		
Discussion générale (point 2 de l'ordre du jour) et rapport du Sous-Comité juridique sur les travaux de sa troisième session (point 5 de l'ordre du jour)	292	
5. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux		
Documents d'intérêt juridique	293	
6. Comité pour l'Année de la coopération internationale		
Document d'intérêt juridique	293	
7. Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États		
Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique		
Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies (point 6 de l'ordre du jour)	293	
8. Commission du droit international		
A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (seizième session)		
1) Droit des traités (point 3 de l'ordre du jour)	294	

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
2) Missions spéciales (point 4 de l'ordre du jour)	294
3) Relations entre les États et les organisations intergouvernementales (point 5 de l'ordre du jour)	294
B) Autres documents d'intérêt juridique	295
9. Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires (Vienne, 1963)	
Documents d'intérêt juridique	295
II. <i>Conseil de sécurité et organes subsidiaires</i>	
Conseil de sécurité	
Documents d'intérêt juridique	295
III. <i>Conseil économique et social et organes subsidiaires</i>	
1. Conseil économique et social et comités de session	
A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (trente-septième session)	
1) Le rôle des brevets dans le transfert des connaissances techniques aux pays en voie de développement (point 13 de l'ordre du jour)	296
2) Question des procédures à suivre pour reviser la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, en date, à Genève, du 19 septembre 1949 (point 25 de l'ordre du jour)	296
3) Rapport de la Commission des droits de l'homme (point 27 de l'ordre du jour)	296
4) Mesures en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (point 28 de l'ordre du jour)	297
B) Autres documents d'intérêt juridique	297
2. Commission des droits de l'homme	
A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juri- dique (vingtième session)	
1) Projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (point 3 de l'ordre du jour)	298
2) Projet de déclaration et projet de convention sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (point 4 de l'ordre du jour)	298
3) Désignation de l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme (point 12 de l'ordre du jour)	298
B) Autres documents d'intérêt juridique	299
3. Commission de la condition de la femme	
Documents d'intérêt juridique	299
4. Commission des stupéfiants	
Documents d'intérêt juridique	300
5. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	
Document d'intérêt juridique	300
6. Commission économique pour l'Afrique	
Documents d'intérêt juridique	300

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

7. Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une convention unique sur les stupéfiants (New York, 1961)	301
Documents d'intérêt juridique	301
8. Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive (Genève, 1963)	301
Document d'intérêt juridique	301
9. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Genève, 1964)	301
Documents d'intérêt juridique	301
10. Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux (Rome, 1963)	301
Document d'intérêt juridique	301
IV. <i>Secrétariat</i>	
1. Comité pour l'Année internationale des droits de l'homme	301
2. Direction des opérations d'assistance technique	301
3. Direction des affaires sociales	302
4. Commission économique pour l'Europe	302
V. <i>Tribunal administratif des Nations Unies</i>	302
VI. <i>Cour internationale de Justice</i>	
1. Généralités	302
2. Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances	302
3. Mémoires, plaidoiries et documents	302
B. RÉPERTOIRE JURIDIQUE DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RELIÉES À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	
I. <i>Organisation internationale du Travail</i>	
A) Organes représentatifs	
1) Amendements à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, adoptés en 1964	
a) Remplacement de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail par les propositions renvoyées à la Conférence par le Conseil d'administration, à sa cent cinquante-septième session	303
b) Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition permettant à la Conférence de suspendre de la participation à ses travaux tout Membre au sujet duquel les Nations Unies ont constaté qu'il poursuit de manière flagrante et persistante, par sa législation, une politique officielle de discrimination raciale telle que l' <i>apartheid</i>	304
c) Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition permettant à la Conférence d'exclure de l'Organisation ou de suspendre de l'exercice de ses droits et privilèges tout Membre qui a fait l'objet d'une décision d'exclusion ou de suspension de la part des Nations Unies	304

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Pages</i>
2) Conventions et recommandations adoptées en 1964	
a) Convention et recommandation sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles	306
b) Convention et recommandation concernant l'hygiène dans le commerce et les bureaux	307
c) Convention et recommandation concernant la politique de l'emploi	307
3) Questions relatives au Règlement	
a) Amendements au Règlement de la Conférence rendus nécessaires à la suite de l'entrée en vigueur de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1962, portant modification de la composition du Conseil d'administration	308
b) Amendements au Règlement du Conseil d'administration, rendus nécessaires à la suite de l'entrée en vigueur de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1962, portant modification de la composition du Conseil d'administration	308
B) Organismes quasi judiciaires et commissions d'experts	
1) Rapports du Comité de la liberté syndicale institué par le Conseil d'administration	308
2) Rapport de la Commission d'experts sur l'application des conventions et recommandations	308
II. <i>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture</i>	
A) Accords et arrangements conclus avec les organisations intergouvernementales	309
B) Documents relatifs aux accords conclus sous les auspices de la FAO ou dont la conclusion sous ses auspices est proposée	309
C) Statuts et règlements intérieurs des organes créés en vertu de l'article VI de l'Acte constitutif de la FAO	309
D) Questions constitutionnelles	310
E) Législation et études comparatives	310
III. <i>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture</i>	
A) Questions constitutionnelles	310
B) Accords avec d'autres organisations	310
C) Questions de procédure	311
D) Conventions et recommandations	312
E) Instituts, centres et autres organismes	314
F) Divers	314
IV. <i>Organisation de l'aviation civile internationale</i>	
1) Texte trilingue de la Convention relative à l'aviation civile internationale	315
2) Projet d'élaboration d'un Répertoire de la pratique suivie par l'Assemblée, le Conseil et d'autres organes pour l'application de la Convention relative à l'aviation civile internationale	315

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

3) Admission de la République-Unie de Tanganyika et de Zanzibar à l'OACI	316
4) Projet de revision de la Convention relative aux dommages causés aux tiers à la surface par des aéronefs étrangers (Rome, 7 octobre 1952)	316
5) Comité juridique — Quinzième session, 1-19 septembre 1964	316
6) Projet de convention sur l'abordage aérien	317
7) Responsabilité des services de contrôle de la circulation aérienne	317
8) Résolution B de la Conférence de Guadalajara (Problèmes touchant au règlement de la sécurité aérienne et à leur mise à exécution, problèmes qui se sont posés à certains États lorsqu'un aéronef immatriculé dans un État est utilisé par un exploitant d'un autre État)	317
9) Problèmes liés à l'affrètement coque nue	317
10) Nationalité et immatriculation des aéronefs exploités par des organismes internationaux	318
11) Organisation et méthodes de travail du Comité juridique	318
12) Règlement intérieur	
a) Statut des observateurs assistant aux séances de l'OACI	318
b) Participation de l'Association du transport aérien international et de la Fédération aéronautique internationale aux séances des organes auxiliaires du Conseil	319
13) Facilités, privilèges et immunités	319

V. Agence internationale de l'énergie atomique

1) Statut et composition de l'Agence	319
2) Réglementation interne relative à des questions de procédure et à des questions administratives	319
3) Conventions internationales	320
4) Autres décisions et documents	320

CHAPITRE X. BIBLIOGRAPHIE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. ORGANISATIONS INTERNATIONALES EN GÉNÉRAL

1. <i>Ouvrages généraux</i>	321
2. <i>Ouvrages concernant des questions particulières</i>	322

B. ORGANISATION DES NATIONS UNIES

1. <i>Ouvrages généraux</i>	323
2. <i>Ouvrages concernant certains organes</i>	
Assemblée générale	324
Commission économique pour l'Europe	325
Conseil de sécurité	325
Cour internationale de Justice	326
Forces des Nations Unies	328
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	328
Secrétariat	328
Tribunal administratif	328

Chapitre IX

RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. Répertoire juridique de l'Organisation des Nations Unies^{1,2}

PRINCIPAUX TITRES

I. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. Assemblée plénière et grandes commissions
2. Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine
3. Comité exécutif du programme du Haut Commissaire pour les réfugiés
4. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
5. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux
6. Comité pour l'année de la coopération internationale
7. Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États
8. Commission du droit international
9. Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires (Vienne, 1963)

II. CONSEIL DE SÉCURITÉ ET ORGANES SUBSIDIAIRES

Conseil de sécurité

III. CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. Conseil économique et social et comités de session
2. Commission des droits de l'homme
3. Commission de la condition de la femme

¹ La documentation concernant chaque organe des Nations Unies est groupée, le cas échéant, en deux sections: « [A] Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique » et « [B] Autres documents d'intérêt juridique ». La section A) mentionne les comptes rendus analytiques et les comptes rendus sténographiques des séances au cours desquelles le point de l'ordre du jour a été discuté, ainsi que tous les documents qui ont trait à ce point. La section B) énumère les autres documents présentant un intérêt juridique. Un document concernant un organe donné des Nations Unies n'est pas énuméré dans la section B) relative à cet organe s'il figure déjà dans la section A) concernant un autre organe.

² Les abréviations ci-après ont été employées dans les renvois aux documents: point: point de l'ordre du jour; A.G.: Assemblée générale; Plén.: séance plénière; C.E.S.: Conseil économique et social.

4. Commission des stupéfiants
5. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient
6. Commission économique pour l'Afrique
7. Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une Convention unique sur les stupéfiants (New York, 1961)
8. Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive (Genève, 1963)
9. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Genève, 1964)
10. Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux (Rome, 1963)

IV. SECRÉTARIAT

1. Comité pour l'année internationale des droits de l'homme
2. Direction des opérations d'assistance technique
3. Direction des affaires sociales
4. Commission économique pour l'Europe

V. TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES

VI. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

I. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE ET GRANDES COMMISSIONS

Documents d'intérêt juridique

1) *Désarmement*

Rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (A/5731-DC 209): voir A.G. (XIX), Annexe n° 9.

2) *Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine*

Rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (A/5692-S/5621, A/5707-S/5717, A/5825-S/6073 et A/5825/Add.1-S/6073/Add.1): voir A.G. (XIX), Annexe n° 12.

3) *Situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux*³

Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: Rhodésie du Sud (A/5800/Add.1).

4) *Question du Sud-Ouest africain*

Rapport du Secrétaire général (A/5781): voir A.G. (XIX), Annexe n° 15.

5) *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*⁴

Propositions visant à instituer un processus de conciliation dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Rapport du Comité spécial (A/5749): voir A.G. (XIX), Annexe n° 13.

³ Voir aussi plus loin, section 5.

⁴ Voir aussi plus loin, section III 9.

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Constitution de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en tant qu'organe de l'Assemblée générale: projet de résolution présenté par le Président de l'Assemblée générale (A/L.449 et Corr.1 [anglais, russe et espagnol seulement]): *ibid.*

6) *Réfugiés*⁵

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés: A.G. (XIX), Supplément n° 11 (A/5811/Rev.1) (Chapitre II: Protection internationale).

7) *Droits de l'homme*⁶

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Observations des Gouvernements des États Membres. Note du Secrétaire général (A/5702 et Add.1).

— Note du Secrétaire général (A/5705) (l'annexe renferme le texte des articles adoptés par la Troisième Commission de la dixième à la dix-huitième session de l'Assemblée générale).

Projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Note du Secrétaire général (A/5706) (l'annexe renferme les dispositions adoptées par la Commission des droits de l'homme à sa vingtième session).

Manifestations de préjugés raciaux et d'intolérance nationale et religieuse. Note du Secrétaire général (A/5703 et Add.1-2) (renferme un résumé des mesures prises par les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales).

Projet de déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples. Rapport du Secrétaire général (A/5738 et Add.1).

— Rapport du Secrétaire général sur l'opportunité de créer des institutions régionales de documentation et d'études (A/5789).

8) *Condition de la femme*⁷

Constitutions, lois électorales et autres textes législatifs relatifs aux droits politiques de la femme. Mémoire du Secrétaire général (A/5735).

9) *Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international*

Observations reçues de gouvernements d'États Membres et d'organisations et institutions internationales (A/5744 et Add.1-2).

Note du Secrétaire général (A/5791) (reproduit les paragraphes pertinents du rapport du Comité de l'assistance technique).

10) *Fleuves internationaux*

Problèmes juridiques posés par l'exploitation et l'utilisation des fleuves internationaux. Rapport du Secrétaire général (A/5409) (3 vol.).

11) *Réserves aux conventions multilatérales*⁸

Pratique suivie par les dépositaires au sujet des réserves. Rapport du Secrétaire général présenté conformément à la résolution 1452 B (XIV) de l'Assemblée générale (A/5687).

12) *Règlement intérieur*

Règlement intérieur de l'Assemblée générale (avec les amendements et additifs adoptés par l'Assemblée générale jusqu'au 31 décembre 1963) (A/520/Rev.7).

⁵ Voir aussi plus loin, section 3.

⁶ Voir aussi plus loin, section III 2.

⁷ Voir aussi plus loin, section III 3.

⁸ Voir aussi plus loin, section 8 A) 1).

13) *Tribunal administratif*⁹

Note du Secrétaire général (A/INF/107) (transmet la note que le Tribunal administratif adresse chaque année au Président de l'Assemblée générale au sujet des travaux du Tribunal).

Nominations aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale. Tribunal administratif des Nations Unies. Note du Secrétaire général (A/5717): voir A.G. (XIX), Annexe n° 17.

2. COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

Document d'intérêt juridique

Document de travail rédigé par l'expert foncier de la Commission au sujet des méthodes et techniques d'identification et d'évaluation des biens immeubles appartenant à des réfugiés arabes et situés en Israël (A/AC.25/W.84).

3. COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE POUR LES RÉFUGIÉS¹⁰

Documents d'intérêt juridique

Rapport sur la protection internationale. Soumis par le Haut Commissaire (A/AC.96/227 et Add.1).

Protection internationale. Exposé liminaire du 22 octobre 1964 par le D^r P. Weis, Directeur de la Division juridique du Haut Commissariat (A/AC.96/269).

Note sur la mise en œuvre de l'Accord d'indemnisation conclu entre le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et la République fédérale d'Allemagne. Soumis par le Haut Commissaire pour information (A/AC.96/INF.30).

4. COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (sixième session)

Discussion générale (point 2 de l'ordre du jour) et *rapport du Sous-Comité juridique sur les travaux de sa troisième session* (point 5 de l'ordre du jour)

- a) Document de base: Rapport du Sous-Comité juridique sur les travaux de sa troisième session (A/AC.105/19 et Corr.1 [première partie de la troisième session], A/AC.105/21 et Add.1 [deuxième partie de la troisième session]).
- b) Discussion générale au Sous-Comité juridique et examen par le Sous-Comité des projets d'accords internationaux sur l'assistance aux véhicules spatiaux et aux astronautes, le retour de ceux-ci, et la responsabilité concernant les dommages causés par des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (première partie de la troisième session du Sous-Comité):
 - i) *propositions* (A/AC.105/C.2/L.2/Rev.1 et L.9 et Corr.1 [anglais seulement]; WG.I/17/Rev.1), *amendements* (WG.I/1-14 et 18-23) et *note* du Secrétariat (WG.I/15), relatifs à l'assistance aux cosmonautes et aux véhicules spatiaux, et à leur retour: voir l'Annexe I du rapport du Sous-Comité; *propositions* (A/AC.105/C.2/L.7, L.8 et Corr.1 [anglais seulement] et 2 [russe seulement], L.10 et Corr.1 et 2 [russe seulement]; WG.II/2, 4 et 9), *amendements* (WG.II/1, 3, 5-8 et 12-17) et *note* du Secrétariat (WG.II/10 et Add.1-2), relatifs à la responsabilité concernant les dommages causés par les objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique: voir l'Annexe II du rapport du Sous-Comité; *mémorandum* du Secrétariat (A/AC.105/C.2/5) (relatif aux conventions internationales concernant la responsabilité pour les dommages); et *rapport* du Sous-Comité (A/AC.105/19 et Corr.1).
 - ii) *discussion*: A/AC.105/C.2/SR.30-35.
- c) Examen par le Sous-Comité juridique des projets d'accords internationaux sur l'assistance aux véhicules spatiaux et aux astronautes, le retour de ceux-ci, et la responsabilité con-

⁹ Voir aussi plus loin, section V.

¹⁰ Voir aussi plus haut, section 1 6).

cernant les dommages causés par des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (deuxième partie de la troisième session du Sous-Comité):

i) *propositions* (A/AC.105/C.2/L.2/Rev.2 et Corr.1 et 2 [anglais seulement]; WG.I/30) et *amendements* (WG.I/21/Rev.1, 24/Rev.1, 26-29 et 31-32), relatifs à l'assistance aux cosmonautes et aux véhicules spatiaux, et à leur retour: voir l'Annexe I du rapport du Sous-Comité; *propositions* (A/AC.105/C.2/L.7/Rev.1 et Rev.2 et Corr.1 et 2-3 [anglais seulement], L.8/Rev.1 et Corr.1 [anglais seulement] et Rev.2, L.10; WG.II/20) et *amendements* (WG.II/18-19, 21 et 23-29), relatifs à la responsabilité du dommage causé par le lancement d'objets dans l'espace extra-atmosphérique: voir l'Annexe II du Rapport du Sous-Comité; et *rapport* du Sous-Comité (A/AC.105/21 et Add.1).

ii) *discussion*: voir le résumé des opinions dans l'Annexe IV du rapport du Sous-Comité.

d) Discussion générale au Comité et examen par le Comité du rapport du Sous-Comité juridique:

i) *rapport* du Comité (A/5785): voir A.G. (XIX), Annexe n° 10.

ii) *discussion*: A/AC.105/PV.26-30 et 34.

5. COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'Étudier LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX¹¹

Documents d'intérêt juridique

Renseignements en ce qui concerne l'application de la Déclaration (A/AC.109/71 et Corr.1 [anglais et français seulement] et Add.1-4).

Question du Sud-Ouest africain. Résolution adoptée par le Comité spécial à sa 262^e séance le 21 mai 1964 (A/AC.109/77 et Corr.1 [anglais seulement]).

6. COMITÉ POUR L'ANNÉE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Document d'intérêt juridique

Lettre adressée par le Secrétaire général aux représentants permanents, le 2 mars 1964, concernant l'adhésion aux instruments multilatéraux (A/AC.118/L.2).

7. COMITÉ SPÉCIAL DES PRINCIPES DU DROIT INTERNATIONAL TOUCHANT LES RELATIONS AMICALES ET LA COOPÉRATION ENTRE LES ÉTATS

Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique

Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies:

I. *Examen des quatre principes que le Comité spécial est chargé d'étudier aux termes de la résolution 1966 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1963, à savoir,*

a. *Le principe que les États s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;*

b. *Le principe que les États règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger;*

c. *Le devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un État, conformément à la Charte;*

d. *Le principe de l'égalité souveraine des États.*

II. *Examen relatif à la question des méthodes d'établissement des faits conformément à la résolution 1967 (XVIII) du 16 décembre 1963 de l'Assemblée générale*

(point 6 de l'ordre du jour)

a) Documents de base: Résumé systématique par le Secrétariat des commentaires, déclarations, propositions et suggestions présentés par des États Membres

¹¹ Voir aussi plus haut, section 1 3).

(A/AC.119/L.1 et Corr.1 [anglais seulement]), résumé par le Secrétariat de la pratique de l'Organisation des Nations Unies et des vues exprimées à l'Organisation par les États Membres (A/AC.119/L.2 et Corr.1 [anglais seulement]), observations reçues de Gouvernements d'États Membres (A/5725 et Add.1-7), choix de textes et documents établi par le Secrétariat (A/C.6/L.537/Rev.1 et Corr.1 [anglais seulement]) et rapport du Secrétaire général sur les méthodes d'établissement des faits (A/5694).

- b) Examen par le Comité spécial:
- i) *propositions et amendements* (A/AC.119/L.6, L.7, L.8, L.14, L.15 [relatifs à la menace ou à l'emploi de la force], L.6, L.7, L.8, L.17, L.18 et Corr.1 (espagnol seulement), L.19 et Corr.1 (espagnol seulement), L.20 et Corr.1 (espagnol seulement), L.21, L.22 [relatifs au règlement pacifique des différends], L.6, L.7, L.8, L.24, L.25, L.26, L.27 [relatifs à la non-intervention], L.6, L.7, L.8, L.28 et Add.1 [relatifs à l'égalité souveraine des États]); *document de travail* (A/AC.119/L.9) et *projets de résolution* (A/AC.119/L.29, L.30 et L.33) [relatifs à la question des méthodes d'établissement des faits]; *documents* du Comité de rédaction (n^{os} 1 et 2 [relatifs à la menace ou à l'emploi de la force], n^o 13 [relatif au règlement pacifique des différends], n^o 9 [relatif à la non-intervention], n^o 7/Rev.1 [relatif à l'égalité souveraine des États]); et *résolution adoptée* [relative aux méthodes d'établissement des faits]: voir *rapport* du Comité spécial (A/5746)¹².
 - ii) *discussion*: A/AC.119/SR.3-10, 14-26, 28-37 et 39-43.

8. COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL¹³

A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (seizième session)

1) Droit des traités (point 3 de l'ordre du jour)¹⁴

- a) Document de base: Troisième rapport sur le droit des traités, de sir Humphrey Waldock, rapporteur spécial (A/CN.4/167 et Add.1-3 et Add.3/Corr.1 [français seulement]).
- b) Examen par la Commission:
 - i) *rapport* de la Commission: A.G. (XIX), Supplément n^o 9 (A/5809) (renferme le projet d'articles sur l'application, les effets, la modification et l'interprétation des traités).
 - ii) *discussion*: Commission du droit international, 726^e à 755^e, 759^e, 760^e, 764^e à 767^e et 770^e séances.

2) Missions spéciales (point 4 de l'ordre du jour)

- a) Document de base: Rapport sur les missions spéciales par M. M. Bartoš, rapporteur spécial (A/CN.4/166).
- b) Examen par la Commission:
 - i) *rapport* de la Commission (renferme la première partie du projet d'articles): voir plus haut, section 1) b) i).
 - ii) *discussion*: Commission du droit international, 723^e à 725^e, 757^e, 758^e, 760^e à 763^e et 768^e à 770^e séances.

3) Relations entre les États et les organisations intergouvernementales (point 5 de l'ordre du jour)

- a) Document de base: Premier rapport sur les relations entre les États et les organisations intergouvernementales (A/CN.4/161 et Add.1) et document de travail (A/CN.4/L.104), par M. A. El-Erian, rapporteur spécial.

¹² Reproduit dans le présent *Annuaire*, p. 67.

¹³ Pour plus de détails, voir *Annuaire de la Commission du droit international*, 1964 (Publication des Nations Unies, N^{os} de vente: 65.V.1 et 65.V.2).

¹⁴ Voir aussi plus haut, section 1 11).

b) Examen par la Commission:

i) *rapport* de la Commission; voir plus haut, section 1) b) i).

ii) *discussion*: Commission du droit international, 755^e à 757^e séances.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Généralités

Annuaire de la Commission du droit international, 1962, vol. I: Comptes rendus analytiques de la quatorzième session (A/CN.4/SER.A/1962 — N^o de vente: 62.V.4) et vol. II: Documents de la quatorzième session, y compris le rapport de la Commission à l'Assemblée générale (A/CN.4/SER.A/1962/Add.1 — N^o de vente: 62.V.5).

Annuaire de la Commission du droit international, 1963, vol. I: Comptes rendus analytiques de la quinzième session (A/CN.4/SER.A/1963 — N^o de vente: 63.V.I).

Responsabilité des États

Résumé des débats dans divers organes des Nations Unies et des décisions qui y ont fait suite. Document de travail préparé par le Secrétariat (A/CN.4/165 et Corr.1 [français seulement]).

Résumé des décisions rendues par des tribunaux internationaux en matière de responsabilité des États. Préparé par le Secrétariat (A/CN.4/169).

9. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES RELATIONS CONSULAIRES (VIENNE, 1963)

Documents d'intérêt juridique

Documents officiels, vol. I: Comptes rendus analytiques des séances plénières et des séances de la première et de la deuxième Commission (A/CONF.25/16 — N^o de vente: 63.X.2) et vol. II: Annexes, Convention de Vienne sur les relations consulaires, Acte final, Protocoles de signature facultative, Résolutions (A/CONF.25/16/Add.1 — N^o de vente: 64.X.1).

II. CONSEIL DE SÉCURITÉ ET ORGANES SUBSIDIAIRES

CONSEIL DE SÉCURITÉ¹⁵

Documents d'intérêt juridique

Situation dans la République de Chypre

Rapport du Secrétaire général sur l'organisation et le fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (S/5634 et Corr.1 [anglais seulement])¹⁶ (renferme un échange de lettres constituant un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République de Chypre relatif au Statut de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix).

Note du Secrétaire général (S/5653) (renferme un aide-mémoire concernant certaines questions relatives au rôle et au fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre)¹⁷.

Note du Secrétaire général concernant les privilèges et immunités du Médiateur des Nations Unies à Chypre et de son personnel (S/5662)¹⁸.

¹⁵ Voir aussi plus haut, section I 1 2).

¹⁶ Reproduit dans le présent *Annuaire*, p. 41.

¹⁷ *Ibid.*, p. 180.

¹⁸ Voir p. 53 du présent *Annuaire*.

III. CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET COMITÉS DE SESSION

- A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (trente-septième session)*
- 1) *Le rôle des brevets dans le transfert des connaissances techniques aux pays en voie de développement* (point 13 de l'ordre du jour)
 - a) Documents de base: Rapport du Secrétaire général (E/3861/Rev.1 — N° de vente: 65.II.B.1) et note du Secrétaire général (E/3861/Add.1).
 - b) Examen par le Comité économique:
 - i) *projets de résolution* (E/AC.6/L.295 et Rev.1 et Rev.1/Add.1, L.296) et *rapport* du Comité économique (E/3936): voir C.E.S. (XXXVII), Annexes, point 13.
 - ii) *discussion*: E/AC.6/SR.341-344.
 - c) Examen par le Conseil:
 - i) *discussion*: C.E.S. (XXXVII), 1334^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 1013 (XXXVII) du Conseil économique et social, en date du 27 juillet 1964.
 - 2) *Question des procédures à suivre pour reviser la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, en date, à Genève, du 19 septembre 1949* (point 25 de l'ordre du jour)
 - a) Document de base: Rapport du Secrétaire général sur l'opportunité de prendre de nouvelles mesures pour reviser ou remplacer la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière (E/3883): voir C.E.S. (XXXVII), Annexes, point 25.
 - b) Examen par le Comité économique:
 - i) *projets de résolution* (E/AC.6/L.306 et L.307), *communication* (E/L.1058) et *rapport* du Comité économique (E/3977): voir C.E.S. (XXXVII), Annexes, point 25.
 - ii) *discussion*: E/AC.6/SR.355-356.
 - c) Examen par le Conseil:
 - i) *discussion*: C.E.S. (XXXVII), 1350^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 1034 (XXXVII) du Conseil économique et social, en date du 14 août 1964.
 - 3) *Rapport de la Commission des droits de l'homme* (point 27 de l'ordre du jour)¹⁹
 - a) Documents de base: Rapport de la Commission des droits de l'homme (vingtième session): C.E.S. (XXXVII), Supplément n° 8 (E/3873). — Note du Secrétaire général sur le projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (E/3925 et Corr.1 [anglais seulement] et Add.1-2) (transmet les observations formulées par les gouvernements).
 - b) Examen par le Comité social:
 - i) *projets de résolution* (E/AC.7/L.437 et L.438) et *rapport* du Comité social (E/3952): voir C.E.S. (XXXVII), Annexes, point 27.
 - ii) *discussion*: E/AC.7/SR.490-498.
 - c) Examen par le Conseil:
 - i) *discussion*: C.E.S. (XXXVII), 1338^e séance.
 - ii) *résolution adoptée*: résolution 1015 (XXXVII) du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1964.

¹⁹ Voir aussi plus loin, section 2.

4) *Mesures en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* (point 28 de l'ordre du jour)²⁰

a) Documents de base: Rapport d'activité du Secrétaire général (E/3916): voir C.E.S. (XXXVII), Annexes, point 28. — Rapport du Secrétaire général (A/5698 et Corr.1, Add.1 et Corr.1 [anglais seulement] et 2 [français seulement], Add.2, Add.3).

b) Examen par le Comité social:

i) *projet de résolution* (E/AC.7/L.439) et *rapport* du Comité social (E/3953): voir C.E.S. (XXXVII), Annexes, point 28.

ii) *discussion*: E/AC.7/SR.497 et 499-500.

c) Examen par le Conseil:

i) *discussion*: C.E.S. (XXXVII), 1338^e séance.

ii) *résolution adoptée*: résolution 1016 (XXXVII) du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1964.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

1) *Accords relatifs aux produits de base*

Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base — rapport de 1964 sur les problèmes internationaux relatifs aux produits de base (E/3856): voir C.E.S. (XXXVII), Annexes, point 4.

2) *Commission économique pour l'Afrique*²¹

Question de la participation de l'Angola, du Mozambique et du Sud-Ouest africain aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique. Note du Secrétariat sur certains aspects juridiques de la question (E/3963): voir C.E.S. (XXXVII), Annexes, point 17.

Voir aussi résolution 1027 (XXXVII) du Conseil économique et social, en date du 13 août 1964.

3) *Stupéfiants*²²

Commission des stupéfiants. Rapport de la dix-neuvième session: C.E.S. (XXXVII), Supplément n° 9 (E/3893).

Chapitre II. Mise en œuvre des traités et contrôle international.

Chapitre IX. La Convention unique de 1961 sur les stupéfiants.

Chapitre X. Protocole de 1953 sur l'opium.

4) *Participation aux traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations*

Note du Secrétaire général (E/3853): voir C.E.S. (XXXVII), Annexes, point 43.

Voir aussi la décision prise par le Conseil économique et social à sa 1342^e séance, le 4 août 1964.

5) *Esclavage*

Note du Secrétaire général (E/3897).

Note du Secrétaire général sur l'application de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (E/3885).

Rapport du Comité social (E/3955): voir C.E.S. (XXXVII), Annexes, point 30.

Voir aussi la décision prise par le Conseil économique et social à sa 1338^e séance, le 30 juillet 1964.

²⁰ Voir aussi plus loin, section 2.

²¹ Voir aussi plus loin, section 6.

²² Voir aussi plus loin, sections 4 et 7.

2. COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME²³

- A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (vingtième session)
- 1) *Projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* (point 3 de l'ordre du jour)
 - a) Documents de base: Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (seizième session) (E/CN.4/873) (le paragraphe 119 renferme le texte du projet de convention internationale; le paragraphe 123 renferme le texte de l'avant-projet relatif aux mesures de mise en œuvre complémentaires), document de travail sur les clauses finales, préparé par le Secrétaire général (E/CN.4/L.679), note du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/234 et Add.1-3) (les annexes I, II, III et IV renferment respectivement le texte de la Convention de l'Organisation internationale du Travail de 1958 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, le texte de la Convention de l'UNESCO de 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, le texte du Protocole de l'UNESCO de 1962 instituant une Commission de bons offices et de conciliation chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre États parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, et les commentaires ou propositions des gouvernements) et note du Secrétaire général (E/CN.4/865).
 - b) Examen par la Commission:
 - i) *projets de résolution* (E/CN.4/L.680, L.681, L.682, L.683 et Corr.1 [russe seulement] et Rev.1, L.684 et Rev.1, L.685 et Rev.1, L.686 et Rev.1, L.687, L.688, L.689, L.690, L.691, L.692, L.694, L.695, L.696, L.697 et Rev.1, L.698, L.699 et Rev.1, L.700, L.701 et Rev.1-2, L.702, L.703, L.704, L.705, L.706, L.707, L.708, L.710 et Rev.1, L.711, L.712, L.715, L.719) et *résolution adoptée* [1 (XX)]: voir *rapport* de la Commission: C.E.S. (XXXVII), Supplément n° 8 (E/3873).
 - ii) *discussion*: E/CN.4/SR.775-810.
 - 2) *Projet de déclaration et projet de convention sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse* (point 4 de l'ordre du jour)
 - a) Documents de base: Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (seizième session) (E/CN.4/873) (le paragraphe 142 renferme le texte de l'avant-projet de déclaration), note du Secrétaire général (E/CN.4/866) et observations présentées par les gouvernements (E/CN.4/Sub.2/235 et Rev.1, E/CN.4/Sub.2/235/Add.1/Rev.1 et Add.2-5).
 - b) Examen par la Commission:
 - i) *rapport* du groupe de travail (E/CN.4/L.713/Rev.1), *projet de résolution* (E/CN.4/L.720) et *résolution adoptée* [2 (XX)]: voir *rapport* de la Commission: C.E.S. (XXXVII), Supplément n° 8 (E/3873).
 - ii) *discussion*: E/CN.4/SR.810.
 - 3) *Désignation de l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme* (point 12 de l'ordre du jour)
 - a) Document de base: résolution 1961 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1963, et note du Secrétaire général (E/CN.4/867).
 - b) Examen par la Commission:
 - i) *projets de résolution* (E/CN.4/L.717 et Rev.1 et L.721) et *résolution adoptée* [6 (XX)]: voir *rapport* de la Commission: C.E.S. (XXXVII), Supplément n° 8 (E/3873).
 - ii) *discussion*: E/CN.4/SR.812.

²³ Voir aussi plus haut, sections I 1 7) et III 1 A) 3) et 4), et plus loin, sections IV 1 et 2.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

- 1) *Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme*
Rapport du Secrétaire général (E/CN.4/863).
- 2) *Projet de principes sur la liberté et la non-discrimination dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays*
Note du Secrétaire général (E/CN.4/869 et Corr.1 et Add.1-4) (renferme les observations présentées par les gouvernements et les organisations non gouvernementales).
Étude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, par le Rapporteur spécial, M. José D. Ingles (E/CN.4/Sub.2/220/Rev.1 et Corr.1 [anglais seulement], Corr.2 [français seulement] et Corr.3 [anglais seulement] — N° de vente: 64.XIV.2).
- 3) *Liberté de l'information*
Rapport annuel du Secrétaire général (E/CN.4/862 et Add.1-3).
- 4) *Rapports périodiques sur les droits de l'homme (1960-1962)*
Résumé établi par le Secrétaire général (E/CN.4/860 et Add.1-7).
Rapports des institutions spécialisées (E/CN.4/861 et Add.1-3).
Document de travail établi par le Secrétaire général (E/CN.4/AC.18/L.4) (l'annexe concerne les faits nouveaux survenus dans le domaine des droits de l'homme pendant la période 1960-1962).
- 5) *Étude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage*
Rapport intérimaire d'activité présenté par le Rapporteur spécial, M. V. V. Saario (E/CN.4/Sub.2/236 et Corr.1 et Add.1).
- 6) *Étude sur l'égalité dans l'administration de la justice*
Rapport préliminaire et rapport intérimaire présentés par le Rapporteur spécial, M. Mohammed Ahmed Abu Rannat (E/CN.4/Sub.2/237 et Corr.1 [anglais seulement], E/CN.4/Sub.2/246).
- 7) *Étude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé et projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ni détenu*
Observations reçues des gouvernements. Note du Secrétaire général (E/CN.4/835 Add.8-10).

3. COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME ²⁴

Documents d'intérêt juridique

- 1) *Convention sur les droits politiques de la femme*
Mise en œuvre de la Convention par les États parties à la Convention. Rapport complémentaire du Secrétaire général (E/CN.6/360/Add.3).
- 2) *Dissolution du mariage, annulation du mariage et séparation de corps*
Rapport du Secrétaire général (E/CN.6/415/Add.1).
- 3) *Projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes*
Mémoire du Secrétaire général (E/CN.6/426).
- 4) *Nationalité de la femme mariée*
Rapport présenté par le Secrétaire général (E/CN.6/254/Rev.1 — N° de vente: 64.IV.1) (renferme une étude analytique des systèmes législatifs et des conflits de lois dans le domaine de la nationalité de la femme mariée, et les textes législatifs et constitutionnels relatifs à la nationalité de la femme mariée).

²⁴ Voir aussi plus haut, section I 1 8).

5) *Condition de la femme dans le droit de la famille et en matière de régime des biens*

Législation et pratique relatives à la condition de la femme dans le droit de la famille et en matière de régime des biens. Rapport complémentaire du Secrétaire général (E/CN.6/425).

4. COMMISSION DES STUPÉFIANTS²⁵

Documents d'intérêt juridique

Rapport de la Division des stupéfiants: 16 mars-31 décembre 1963 (E/CN.7/457 et Corr.1 [anglais seulement]).

—: 1^{er} janvier-15 mars 1964 (E/CN.7/457/Add.1).

—: État des conventions multilatérales sur les stupéfiants (E/CN.7/457/Add.3 et Corr.1 [anglais et français seulement]).

Dispositions en vue de l'entrée en vigueur de la Convention de 1961. Note du Secrétaire général (E/CN.7/463 et Add.1-2 et Add.2/Corr.1 [anglais seulement] et 2 [espagnol seulement]).

Dispositions en vue de la mise en œuvre du Protocole de 1953. Note du Secrétaire général (E/CN.7/465 et Add.1).

5. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

Document d'intérêt juridique

Transports en transit des pays sans accès à la mer (E/CN.11/657) [renferme le texte de la résolution 51 (XX) de la CEAEO].

6. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE²⁶

Documents d'intérêt juridique

Banque africaine de développement

Accord portant création de la Banque africaine de développement (E/CN.14/ADB/36 — N° de vente: 64.II.K.5).

Accord relatif au siège de la Banque africaine de développement: aperçu des principes directeurs et des principaux éléments. Document de discussion (E/CN.14/ADB/29).

—: aperçu des principes directeurs et projet d'accord annoté (E/CN.14/ADB/38).

Rapport du Comité des Neuf concernant l'accord relatif au siège de la Banque africaine de développement: aperçu des principes directeurs et projet d'accord annoté (E/CN.14/ADB/54).

Le règlement des litiges intéressant le personnel de la Banque africaine de développement. Note du Secrétaire exécutif (E/CN.14/ADB/47/Add.1).

Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports

Dispositions législatives et réglementaires sur les investissements en Afrique (E/CN.14/INR/28/Rev.1).

Problèmes de transit des pays de l'Afrique de l'Est sans accès à la mer. Note du Secrétariat (E/CN.14/INR/44 et Corr.1).

Généralités

Organisme pour servir les États africains dans le domaine juridique: projet (E/CN.14/263).

²⁵ Voir aussi plus haut, section 1 B) 3) et plus loin, section 7.

²⁶ Voir aussi plus haut, section 1 B) 2).

7. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR L'ADOPTION D'UNE CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS (NEW YORK, 1961)²⁷

Documents d'intérêt juridique

Documents officiels, volume I: Comptes rendus analytiques des séances plénières (E/CONF.34/24 — N° de vente: 63.XI.4) et volume II: Documents préparatoires, amendements et documents divers, comptes rendus et rapports des Comités, acte final, Convention unique et tableaux, résolutions (E/CONF.34/24/Add.1 — N° de vente: 63.XI.5).

8. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'HUILE D'OLIVE (GENÈVE, 1963)

Document d'intérêt juridique

Résumé des débats (E/CONF.45/6 et Corr. — N° de vente: 64.II.D.1).

9. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (GENÈVE, 1964)²⁸

Documents d'intérêt juridique

Règlement intérieur de la Conférence (E/CONF.46/90 et Corr.1 [français seulement]).

Acte final (E/CONF.46/L.28).

Commerce de transit des pays sans littoral de la région de la CEAEO. Note du Secrétaire général (E/CONF.46/AC.2/5 et Add.1).

10. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE TOURISME ET LES VOYAGES INTERNATIONAUX (ROME, 1963)

Document d'intérêt juridique

Recommandations concernant le tourisme et les voyages internationaux (E/CONF.47/18 — N° de vente: 64.I.6).

IV. SECRÉTARIAT²⁹

1. COMITÉ POUR L'ANNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME³⁰

Programme de mesures et d'activités à entreprendre à l'occasion de l'année internationale des droits de l'homme. Note du Secrétaire général (ST/SG/AC.5/2).

— Document de travail présenté par le Président en collaboration avec les membres du Bureau du Comité (ST/SG/AC.5/3 et Corr.1 [anglais et français seulement]).

— Observations reçues des gouvernements, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales. Mémoire du Secrétaire général (ST/SG/AC.5/4 et Add.1-7).

2. DIRECTION DES OPÉRATIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

*Droits de l'homme*³⁰

Cycle d'études de 1963 sur les droits de l'enfant. Varsovie, 6-19 août 1963. Organisé par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec le Gouvernement polonais (ST/TAO/HR/17).

Cycle d'études de 1963 sur la condition de la femme dans le droit de la famille. Bogota, 3-16 décembre 1963. Organisé par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec le Gouvernement colombien (ST/TAO/HR/18).

Recours contre l'exercice abusif de l'autorité administrative. Études (ST/TAO/HR/19).

Cycle d'études de 1964 sur la liberté de l'information. Rome, 7-20 avril 1964. Organisé par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec le Gouvernement italien (ST/TAO/HR/20).

Cycle d'études de 1964 sur les droits de l'homme dans les pays en voie de développement. Kaboul, 12-25 mai 1964. Organisé par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec le Gouvernement afghan (ST/TAO/HR/21).

²⁷ Voir aussi plus haut, sections 1 B) 3) et 4.

²⁸ Voir aussi plus haut, section I 1 5).

²⁹ Les publications périodiques du Service juridique ne sont pas mentionnées dans cette section; voir l'*Index des documents de l'Organisation des Nations Unies*, publié par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld de l'Organisation des Nations Unies.

³⁰ Voir aussi plus haut, section III 2.

Conférences et cycles d'études

United Nations Foreign Service Training Course. Pine (Barbade), 4 novembre-12 décembre 1963 (ST/TAO/SER.C/69).

3. DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES

Étude des aspects législatifs et administratifs des programmes de réadaptation dans certains pays (ST/SOA/51 — N° de vente: 65.IV.2).

4. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Clause-type d'indexation et de révision dans les contrats internationaux de fourniture d'énergie électrique. Note du Secrétariat (ST/ECE/EP/25).

V. TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES³¹

Jugements du Tribunal administratif des Nations Unies, n°s 71 à 86, 1958-1962 (AT/DEC/71 à 86 et Corr.1 [anglais seulement] — N° de vente: 63.X.1).

VI. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE³²

1. GÉNÉRALITÉS

Annuaire, 1963-1964. [1964]. V, 326 p. Imprimé. N° de vente: 287. Bibliographie, p. 133-210.
Yearbook, 1963-1964. [1964]. V, 321 p. Imprimé. N° de vente: 288. Bibliographie, p. 133-211.

2. RECUEIL DES ARRÊTS, AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1964. Affaires du Sud-Ouest africain (Éthiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud). Ordonnance du 20 janvier 1964. [1964]. [3-4], 2, 2 p. Imprimé. N° de vente: 281.

—. Affaire de la *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited* (Nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne). Exceptions préliminaires. Arrêt du 24 juillet 1964. [1964]. [6-166], 161, 161 p. Imprimé. N° de vente: 284.

—. Affaire de la *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited* (Nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne). Ordonnance du 28 juillet 1964. [1964]. [168-169], 2, 2 p. Imprimé. N° de vente: 285.

—. Affaires du Sud-Ouest africain (Éthiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud). Ordonnance du 20 octobre 1964. [1964]. [171-172], 2, 2 p. Imprimé. N° de vente: 289.

—. Index. [1965]. 18 p. Imprimé. N° de vente: 290.

Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1964. [1965]. 172, 172 p. + 18 p. Imprimé. N°s de vente: 281, 284, 285, 289 et 290. Volume relié renfermant toutes les décisions de 1964, avec index.

3. MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

1) *Affaire du droit de passage sur territoire indien*

Mémoires, plaidoiries et documents, 1960. Affaire du droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde). Vol. V. Plaidoiries (Fond) (concl.). Correspondance. Index. [1964]. VIII, 430 p. Imprimé. N° de vente: 276.

2) *Affaire du Temple de Préah Vihear*

Mémoires, plaidoiries et documents, 1962. Affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande). Vol. I. Requête. Mémoires. [1964]. XXIV, 15, 15, 687 p. Imprimé. N° de vente: 283.

—. Affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande). Vol. II. Plaidoiries. Documents. Correspondance. [1964]. XIII, 8, 8, 797 p. Imprimé. N° de vente: 286.

³¹ Voir aussi plus haut, section I I 13).

³² Pour plus de détails, voir *Annuaire* de la Cour internationale de Justice, 1963-1964 et 1964-1965.

B. Répertoire juridique des organisations intergouvernementales relées à l'Organisation des Nations Unies

I ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

A) ORGANES REPRÉSENTATIFS

- 1) AMENDEMENTS À LA CONSTITUTION DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, ADOPTÉS EN 1964
- a) *Remplacement de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail par les propositions renvoyées à la Conférence par le Conseil d'administration, à sa cent cinquante-septième session*
- i) Résolution invitant le Conseil d'administration du Bureau international du Travail à demander au Directeur général de préparer, pour examen au Conseil et pour transmission à la Conférence lors de l'une de ses prochaines sessions, un rapport contenant une analyse de l'influence qu'exerce l'article 35 de la Constitution sur l'application des conventions dans les territoires non métropolitains Conférence internationale du Travail, quarantième session, Genève, 1957 Compte rendu des travaux, p 571-572, 626, 634-635, 815 Français, anglais, espagnol
 - ii) Résolution concernant l'application des conventions internationales du travail dans les territoires non métropolitains Procès-verbaux de la cent trente-septième session du Conseil d'administration, Genève, octobre-novembre 1957, p 36, 159-160 Français, anglais, espagnol
 - iii) Influence de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail sur l'application des conventions dans les territoires non métropolitains Genève, 1959 Document G B 141/S C /D 4/3 (miméographié), 289 p Français, anglais, espagnol
 - iv) Influence de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail sur l'application des conventions dans les territoires non métropolitains Procès-verbaux de la cent quarante et unième session du Conseil d'administration, Genève, mars 1959, p 23, 92-93 Français, anglais, espagnol
 - v) Influence de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail sur l'application des conventions dans les territoires non métropolitains Procès-verbaux de la cent quarante-deuxième session du Conseil d'administration, Genève, juin 1959, p 39, 98 Français, anglais, espagnol
 - vi) Influence de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail sur l'application des conventions dans les territoires non métropolitains Conférence internationale du Travail, quarante-troisième session, Genève, 1959 Compte rendu des travaux, p 575-576, 705-707 Français, anglais, espagnol
 - vii) Influence de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail sur l'application des conventions dans les territoires non métropolitains Conférence internationale du Travail, quarante-cinquième session Genève, 1961 Compte rendu des travaux, p 518, 524, 526, 532, 533, 570-572, 775-780 Français, anglais, espagnol
 - viii) Résolution concernant l'activité de l'OIT pour contribuer à l'élimination des conséquences du colonialisme dans le domaine des conditions de travail et du niveau de vie des travailleurs Conférence internationale du Travail, quarante-cinquième session, Genève, 1961 Compte rendu des travaux, p 667-668, 720-721, 748-750. Français, anglais, espagnol.
 - ix) Rapport de la Commission d'experts de l'application des conventions et recommandations. Conférence internationale du Travail, quarante-sixième session, Genève, 1962 Compte rendu des travaux, p 449-451, 454-455, 729-730 Français, anglais, espagnol
 - x) Résolution concernant l'activité de l'OIT pour contribuer à l'élimination des conséquences défavorables du colonialisme dans le domaine des conditions de travail et du niveau de vie des travailleurs, présentée par la Commission des résolutions Conférence

internationale du Travail, quarante-sixième session, Genève, 1962 Compte rendu des travaux, p 550-566, 683-686, 882-883 Français, anglais, espagnol

x_i) Résolution du Conseil d'administration tendant à autoriser le Directeur général à présenter, à une prochaine session du Conseil, la question de la révision de l'article 35 de la Constitution Procès-verbaux de la cent cinquante-deuxième session du Conseil d'administration, Genève, juin 1962, p 38, 99-100 Français, anglais, espagnol

a Procès-verbaux de la cent cinquante-troisième session du Conseil d'administration, Genève, novembre 1962, p 20, 80, français, anglais, espagnol

b Procès-verbaux de la cent cinquante-quatrième session du Conseil d'administration, Genève, mars 1963, p 66, 140, français, anglais, espagnol

x_{ii}) Création d'une Commission du Conseil d'administration pour l'étude de la question Procès-verbaux de la cent cinquante-cinquième session du Conseil d'administration, Genève, mai-juin 1963, p 28, 95-98

x_{iii}) Inclusion à l'ordre du jour de la quarante-huitième session de la Conférence (1964) de la question suivante « Remplacement de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail par les propositions renvoyées à la Conférence par le Conseil d'administration, à sa cent cinquante-septième session » Procès-verbaux de la cent cinquante-septième session du Conseil d'administration, Genève, novembre 1963, p 44, 49-50, 70-71, 113, 115 Français, anglais, espagnol

x_{iv}) Remplacement de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail par les propositions renvoyées à la Conférence par le Conseil d'administration, à sa cent cinquante-septième session Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964, Rapport IX, 19 pages Français, anglais, espagnol, allemand, russe

x_v) Remplacement de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail par les propositions renvoyées à la Conférence par le Conseil d'administration, à sa cent cinquante-septième session Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964 Compte rendu des travaux, p 14, 379-385, 430, 610-611, 613, 839-841, 884-886 Français, anglais, espagnol

x_{vi}) Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail (n° 1), 1964 (Remplacement de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail par les propositions renvoyées à la Conférence par le Conseil d'administration, à sa cent cinquante-septième session) *Bulletin officiel*, vol XLVII, n° 3, supplément I, juillet 1964, p 6 à 8 Français, anglais, espagnol

b) *Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition permettant à la Conférence de suspendre de la participation à ses travaux tout Membre au sujet duquel les Nations Unies ont constaté qu'il poursuit de manière flagrante et persistante, par sa législation, une politique officielle de discrimination raciale telle que l'apartheid*

c) *Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition permettant à la Conférence d'exclure de l'Organisation ou de suspendre de l'exercice de ses droits et privilèges tout Membre qui a fait l'objet d'une décision d'exclusion ou de suspension de la part des Nations Unies*¹

i) Résolution demandant le retrait de la République sud-africaine de l'Organisation internationale du Travail, en raison de la politique d'*apartheid* (discrimination raciale) que pratique le Gouvernement de la République Conférence internationale du Travail, quarante-cinquième session, Genève, 1961 Compte rendu des travaux, p 610-612, 615-620, 624-632, 636-651, 721, 730-736 Français, anglais, espagnol

ii) Résolution demandant le retrait de la République sud-africaine de l'Organisation internationale du Travail, en raison de la politique d'*apartheid* (discrimination raciale) que

¹ Ces deux amendements à la Constitution ont pour origine commune l'examen des divers problèmes qu'a suscités la politique d'*apartheid* que pratique le Gouvernement de la République sud-africaine

pratique le Gouvernement de la République. Procès-verbaux de la cent cinquantième session du Conseil d'administration, Genève, novembre 1961, p. 15-16, 82-88. Français, anglais, espagnol.

iii) Résolutions adoptées par le Conseil d'administration à sa cent cinquante-sixième session, Genève, 1963, relatives à la question sud-africaine:

- a. Exclusion de la République sud-africaine des réunions de l'OIT dont la composition est fixée par le Conseil d'administration;
- b. Collaboration de l'OIT à l'action des Nations Unies en ce qui concerne la République sud-africaine et informations à la Cour internationale de Justice en relation avec les procédures en cours concernant le Sud-Ouest africain;
- c. Envoi d'une délégation tripartite du Conseil d'administration auprès du Secrétaire général des Nations Unies pour lui faire connaître les graves préoccupations qui ont été exprimées au sein de la Conférence et du Conseil d'administration au sujet du problème de l'*apartheid*, et insister sur les problèmes posés par la qualité de Membre de la République sud-africaine;
- d. Examen, comme question d'urgence, des amendements de la Constitution et/ou du Règlement qui pourraient être nécessaires pour atteindre les objectifs de la résolution de 1961 concernant la politique d'*apartheid* de la République sud-africaine.

Procès-verbaux de la cent cinquante-sixième session du Conseil d'administration, Genève, juin 1963, p. 12-29, 40-43. Français, anglais, espagnol.

v) Questions découlant des résolutions adoptées par le Conseil d'administration à sa cent cinquante-sixième session au sujet de l'Afrique du Sud:

- a. Création d'une Commission du Conseil pour étudier l'ensemble de la question et présenter des propositions à la prochaine session du Conseil d'administration;
- b. Résolution tendant à avancer la date de la cent cinquante-huitième session du Conseil d'administration.

Procès-verbaux de la cent cinquante-septième session du Conseil d'administration, Genève, novembre 1963, p. 10-11, 13-14, 24-36, 72-82. Français, anglais, espagnol.

vi) Inclusion à l'ordre du jour de la quarante-huitième session de la Conférence internationale du Travail (1964) de la question suivante:

« Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition permettant à la Conférence de suspendre de la participation à ses travaux tout Membre au sujet duquel les Nations Unies ont constaté qu'il poursuit de manière flagrante et persistante, par sa législation, une politique officielle de discrimination raciale telle que l'*apartheid* », et soumission d'un projet d'amendement. Procès-verbaux de la cent cinquante-huitième session du Conseil d'administration, Genève, février 1964, p. 10-27, 55-66. Français, anglais, espagnol.

vii) Inclusion à l'ordre du jour de la quarante-huitième session de la Conférence internationale du Travail (1964) de la question suivante:

« Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition permettant à la Conférence d'exclure de l'Organisation ou de suspendre de l'exercice de ses droits et privilèges tout Membre qui a fait l'objet d'une décision d'exclusion ou de suspension de la part des Nations Unies », et soumission d'un projet d'amendement. Procès-verbaux de la cent cinquante-huitième session du Conseil d'administration, Genève, février 1964, p. 10-25, 55-66. Français, anglais, espagnol.

viii) Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition permettant à la Conférence de suspendre de la participation à ses travaux tout Membre au sujet duquel les Nations Unies ont constaté qu'il poursuit de manière flagrante et

persistante, par sa législation, une politique officielle de discrimination raciale telle que l'*apartheid*. Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964, Rapport XII, 15 pages. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.

- ix) Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition habilitant la Conférence à exclure de l'Organisation ou à suspendre de l'exercice de ses droits et privilèges tout Membre qui a fait l'objet d'une décision d'exclusion ou de suspension de la part des Nations Unies. Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964, Rapport XI, 11 pages, Français, anglais, espagnol, allemand, russe.
- x) Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition permettant à la Conférence de suspendre de la participation à ses travaux tout Membre au sujet duquel les Nations Unies ont constaté qu'il poursuit de manière flagrante et persistante, par sa législation, une politique officielle de discrimination raciale telle que l'*apartheid*. Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964. Compte rendu des travaux, p. 14-17, 461-469, 577, 611, 613, 850-853, 888-890. Français, anglais, espagnol.
- xi) Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition permettant à la Conférence d'exclure de l'Organisation ou de suspendre de l'exercice de ses droits et privilèges tout Membre qui a fait l'objet d'une décision d'exclusion ou de suspension de la part des Nations Unies. Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964. Compte rendu des travaux, p. 14-17, 461-469, 577 611-612, 850-853, 892-894. Français, anglais, espagnol.
- xii) Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail (n° 2), 1964. (Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition permettant à la Conférence de suspendre de la participation à ses travaux tout Membre au sujet duquel les Nations Unies ont constaté qu'il poursuit de manière flagrante et persistante, par sa législation, une politique officielle de discrimination raciale telle que l'*apartheid*.) *Bulletin officiel*, vol. XLVII, n° 3, supplément I, juillet 1964, p. 9-10. Français, anglais, espagnol.
- xiii) Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail (n° 3), 1964. (Inclusion dans la Constitution de l'Organisation internationale du Travail d'une disposition permettant à la Conférence d'exclure de l'Organisation ou de suspendre de l'exercice de ses droits et privilèges tout Membre qui a fait l'objet d'une décision d'exclusion ou de suspension de la part des Nations Unies.) *Bulletin officiel*, vol. XLVII, n° 3, supplément I, juillet 1964, p. 11-12. Français, anglais, espagnol.

2) CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS ADOPTÉES EN 1964²

- a) *Convention et recommandation sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles*
 - i) Ordre du jour de la quarante-septième session (1963) de la Conférence internationale du Travail. Procès-verbaux de la cent cinquantième session du Conseil d'administration, Genève, novembre 1961, p. 23-28, 64-70. Français, anglais, espagnol.
 - ii) Prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Conférence internationale du Travail, quarante-septième session, Genève, 1963, Rapport VII (1) et Rapport VII (2), 200 et 247 pages. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.
 - iii) Prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Conférence internationale du Travail, quarante-septième session, Genève, 1963. Compte rendu des travaux, p. 434-443, 448-453, 659-676. Français, anglais, espagnol.
 - iv) Ordre du jour de la quarante-huitième session (1964) de la Conférence internationale du Travail; quarante-septième session (1963) de la Conférence internationale du Travail, Genève, 1963. Compte rendu des travaux, p. 453, 675, 685-686. Français, anglais, espagnol.

² Pour plus de commodité, les travaux préparatoires de tels instruments qui, normalement, s'étendent sur deux ans, seront mentionnés dans le répertoire de l'année au cours de laquelle les instruments ont été adoptés.

- v) Prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964, Rapport V (1) et Rapport V (2), 65 et 141 pages. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.
 - vi) Prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964. Compte rendu des travaux, p. 14, 428-430, 442-452, 509, 599, 604-605, 759-787, 871-872, 926-954. Français, anglais, espagnol.
 - vii) Convention concernant les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles. *Bulletin officiel*, vol. XLVII, n° 3, juillet 1964, supplément I, p. 32-48. Français, anglais, espagnol.
 - viii) Recommandation concernant les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles. *Bulletin officiel*, vol. XLVII, n° 3, juillet 1964, supplément I, p. 48-52. Français, anglais, espagnol.
- b) *Convention et recommandation concernant l'hygiène dans le commerce et les bureaux*
- i) Ordre du jour de la quarante-septième session (1963) de la Conférence internationale du Travail. Procès-verbaux de la cent cinquantième session du Conseil d'administration, Genève, novembre 1961, p. 23-28, 64-70. Français, anglais, espagnol.
 - ii) L'hygiène dans les établissements de commerce et les bureaux. Conférence internationale du Travail, quarante-septième session, Genève, 1963, Rapport VI (1) et Rapport VI (2), 99 et 260 pages. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.
 - iii) L'hygiène dans les établissements de commerce et les bureaux. Conférence internationale du Travail, quarante-septième session, Genève, 1963. Compte rendu des travaux, p. 428-434, 637-658. Français, anglais, espagnol.
 - iv) Ordre du jour de la quarante-huitième session (1964) de la Conférence internationale du Travail; quarante-septième session de la Conférence internationale du Travail, Genève, 1963. Compte rendu des travaux, p. 433-434, 658, 685. Français, anglais, espagnol.
 - v) L'hygiène dans les établissements de commerce et les bureaux. Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964, Rapport IV (1) et Rapport IV (2), 71 et 123 pages. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.
 - vi) L'hygiène dans les établissements de commerce et les bureaux. Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964. Compte rendu des travaux, p. 14, 423-428, 509, 598, 603-604, 613, 750-758, 896-924. Français, anglais, espagnol.
 - vii) Convention concernant l'hygiène dans le commerce et les bureaux. *Bulletin officiel*, vol. XLVII, n° 3, juillet 1964, supplément I, p. 13-18. Français, anglais, espagnol.
 - viii) Recommandation concernant l'hygiène dans le commerce et les bureaux. *Bulletin officiel*, vol. XLVII, n° 3, juillet 1964, supplément I, p. 18-32. Français, anglais, espagnol.
- c) *Convention et recommandation concernant la politique de l'emploi*
- i) Ordre du jour de la quarante-cinquième session (1961) de la Conférence internationale du Travail. Procès-verbaux de la cent quarante-troisième session du Conseil d'administration, Genève, novembre 1959, p. 11 à 16, 71 à 78. Français, anglais, espagnol.
 - ii) Problèmes et politiques de l'emploi. Conférence internationale du Travail, quarante-cinquième session, Genève, 1961, Rapport VI, 100 pages. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.
 - iii) Problèmes et politiques de l'emploi. Conférence internationale du Travail, quarante-cinquième session, Genève, 1961. Compte rendu des travaux, p. 582-589, 592-595, 869-881, 950-954. Français, anglais, espagnol.
 - iv) Résolution concernant la politique de l'emploi. *Bulletin officiel*, vol. XLIV, n° 1, 1961, p. 31-36. Français, anglais, espagnol.

- v) Ordre du jour de la quarante-huitième session (1964) de la Conférence internationale du Travail. Procès-verbaux de la cent cinquante-septième session du Conseil d'administration, Genève, novembre 1963, p. 15-19, 66. Français, anglais, espagnol.
- vi) La politique de l'emploi, compte tenu en particulier des problèmes de l'emploi dans les pays en voie de développement. Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964, Rapport VIII (1), 14 pages et annexes et Rapport VIII (2), 111 pages. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.
- vii) La politique de l'emploi. Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964. Compte rendu des travaux, p. 14, 471-489, 550-551, 599, 608-610, 821-838, 872-873, 956-982. Français, anglais, espagnol.
- viii) Convention concernant la politique de l'emploi. *Bulletin officiel*, vol. XLVII, n° 3, juillet 1964, supplément I, p. 52-55. Français, anglais, espagnol.
- ix) Recommandation concernant la politique de l'emploi. *Bulletin officiel*, vol. XLVII, n° 3, juillet 1964, supplément I, p. 56-70. Français, anglais, espagnol.

3) QUESTIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT

- a) *Amendements au Règlement de la Conférence rendus nécessaires à la suite de l'entrée en vigueur de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1962, portant modification de la composition du Conseil d'administration*
 - i) Procès-verbaux de la cent cinquante-septième session du Conseil d'administration, novembre 1963, p. 23, 85. Français, anglais, espagnol.
 - ii) Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964. Compte rendu des travaux, p. 14, 124, 627, 862. Français, anglais, espagnol.
 - iii) Amendements aux articles 48, 49, 50, 53 et 54 du Règlement de la Conférence. *Bulletin officiel*, vol. XLVII, n° 3, juillet 1964, supplément I, p. 88. Français, anglais, espagnol.
- b) *Amendements au Règlement du Conseil d'administration, rendus nécessaires à la suite de l'entrée en vigueur de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1962, portant modification de la composition du Conseil d'administration*
 Procès-verbaux de la cent cinquante-septième session du Conseil d'administration, novembre 1963, p. 23, 85. Français, anglais, espagnol.

B) ORGANISMES QUASI JUDICIAIRES ET COMMISSIONS D'EXPERTS

- 1) Rapports du Comité de la liberté syndicale institué par le Conseil d'administration.
 - a) 73^e, 74^e, 75^e, 76^e et 77^e rapports, 7 novembre 1963, 21 février 1964, 21 février 1964, 4 juin 1964, 4 juin 1964. *Bulletin officiel*, vol. XLVII, n° 3, juillet 1964, supplément II, 173 pages. Français, anglais, espagnol.
 - b) 78^e rapport, 12 novembre 1964, *Bulletin officiel*, vol. XLVIII, n° 1, supplément, 61 pages. Français, anglais, espagnol.
- 2) Rapport de la Commission d'experts sur l'application des conventions et recommandations. Conférence internationale du Travail, quarante-huitième session, Genève, 1964, Rapport III (Partie IV), 427 pages. Français, anglais, espagnol.

II ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE ³

A) ACCORDS ET ARRANGEMENTS CONCLUS AVEC LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

<i>Accords</i>	<i>Documents</i>
1) Accord entre la FAO et l'IMCO ⁴	CL 43/6, CL Rep , para 73, Résolution 2/43
2) Accord entre la FAO et la BIRD ⁵	CL 43/13, CL Rep , para 66-72, Résolution 1/43
3) Accord de coopération entre la FAO et l'AIEA en ce qui concerne les activités relatives aux utilisations pacifiques de l'énergie atomique dans l'agriculture	CL 43/25, CL Rep , para 127-130

B) DOCUMENTS RELATIFS AUX ACCORDS CONCLUS SOUS LES AUSPICES DE LA FAO OU DONT LA CONCLUSION SOUS SES AUSPICES EST PROPOSÉE

<i>Accords</i>	<i>Documents</i>
1) Entrée dans le cadre de la FAO de l'Organisation de lutte contre le criquet pèlerin dans l'Est africain ⁶	CL 43/42, para 13-17, Annexe A, CL 43/29 (passim), CL 43/LIM 9, CL Rep , para 205-214
2) Accord portant création d'une Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la partie orientale de son aire de répartition en Asie du Sud-Ouest ⁷	

C) STATUTS ET RÈGLEMENTS INTÉRIEURS DES ORGANES CRÉÉS EN VERTU DE L'ARTICLE VI DE L'ACTE CONSTITUTIF DE LA FAO

<i>Organes</i>	<i>Documents</i>
1) Création d'un comité FAO des panneaux dérivés du bois	CL 43/22, CL Rep , par 119-120
2) Commission mixte FAO/OMS du Codex alimentarius	
a) Amendements aux statuts	CL 43/31, CL Rep , para 224
b) Amendement au Règlement intérieur	CL 43/42, para 5-12, ALINORM 64/30 ⁸ p 44-55, 72-81
c) Procédure d'élaboration de normes mondiales et régionales	ALINORM 64/30, p 56-60, 64-71, 84-85

³ Les mots « CL Rep » désignent le rapport de la quarante-troisième session du Conseil de la FAO

⁴ Approuvé par le Conseil de la FAO le 16 octobre 1964, entrera en vigueur à la date d'acceptation par l'Assemblée de l'IMCO et devra être confirmé par la Conférence de la FAO

⁵ Entré provisoirement en vigueur le 2 avril 1964, entré en vigueur définitivement le 15 octobre 1964, date d'acceptation par le Conseil de la FAO Cet Accord devra être entériné par la Conférence de la FAO

⁶ Accord conclu en vertu de l'Article XV de l'Acte constitutif de la FAO Voir *Annuaire juridique* 1963, page 237 Non accepté par le Conseil de la FAO, projet d'accord renvoyé au Conseil de DLCO-EA pour réexamen A été depuis réexaminé par le Conseil DLCO-EA et approuvé le 2 juillet 1965 par le Conseil de la FAO, maintenant ouvert à la signature

⁷ Voir *Annuaire juridique*, 1963, p 237 Entré en vigueur le 14 décembre 1964, date de dépôt du troisième instrument d'acceptation

⁸ Rapport de la deuxième session de la Commission mixte FAO/OMS du Codex Alimentarius (Genève, 28 septembre-7 octobre 1964)

D) QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES

<i>Objet</i>	<i>Documents</i>
1) Augmentation du nombre de sièges du Conseil	CL 43/42, para 22-26, CL 43/LIM 5, 6, 11, 13, Rev 1, CL Rep, para 169-178
2) Fonctions et méthodes de travail du Conseil	CL 43/42, para 18-21, Appendix II, CL 43/2, CL 43/LIM 1, CL 43/INF 2, CL Rep, para. 142-168
3) Comités, groupes de travail et listes d'experts	CL 43/21, CL Rep, para 113-118

E) LÉGISLATION ET ÉTUDES COMPARATIVES

- 1) *Publications périodiques*
 - a) Publication trimestrielle « Recueil de législation — Alimentation et Agriculture » (quatre numéros, 1964) Imprimés
 - b) Monthly Legislative Report (janvier-décembre 1964) Miméographié Anglais, titres en français et en espagnol
 - c) Substances ajoutées aux denrées alimentaires — législation récente (dix bulletins, 1964) Offset.
- 2) *Autres documents et publications*
 - a) Législation des eaux souterraines en Europe par le Service d'études législatives de la FAO, avec la collaboration de la Division de la mise en valeur des terres et des eaux Collection FAO *Série législative*, n° 5, 189 p, 1964
 - b) Réglementation de l'étiquetage des denrées alimentaires — dispositions d'ordre général, par le Service d'études législatives de la FAO, *Programme mixte FAO/OMS concernant les normes alimentaires*, ALINORM 64/6 (1), 57 p, 1964
 - c) Principe de législation en matière d'amélioration des structures agraires, par P Moral López, Service d'études législatives de la FAO *Informations sur la réforme agraire, la colonisation et les coopératives agricoles*, juillet 1964, p 26-36
 - d) Aspects législatifs et administratifs de la protection des eaux contre la pollution, par J E Carroz, Service d'études législatives de la FAO *Conseil Indo-Pacifique des pêches/64/TECH 22*, 15 p, 1964
 - e) La colonisation et la réforme agraire et leurs relations avec la législation forestière en Amérique latine, par la Division des forêts et des produits forestiers de la FAO, avec la collaboration du Service d'études législatives *Commission des forêts pour l'Amérique latine*, FAO/LAFC-64/5. 2, 12 p, 1964

III ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

A) QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES

- 1) « Comité spécial chargé d'examiner les fonctions et les responsabilités respectives des organes de l'UNESCO Deuxième rapport » *Document 67 EX/9*, 27 avril 1964, 26 p Anglais, espagnol, français, russe

B) ACCORDS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

- 1) « Coopération avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (AID) et liaison avec la Banque interaméricaine de développement (BID) » *Document 67 EX/15*, 16 avril 1964, 8 p Anglais, espagnol, français, russe
- 2) « Coopération avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (AID) et liaison avec la Banque interaméricaine de développement (BID) » *67 EX/Décision 6 4*, mai-juin 1964 Anglais, espagnol, français, russe.

- 3) « Projet d'accord avec la Commission de la Communauté économique européenne (CEE) ». *Document 67 EX/29*, 20 avril 1964, 4 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 4) « Projet d'accord avec la Commission de la Communauté économique européenne (CEE) ». *67 EX/Décision 6.9*, mai-juin 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 5) « Relations avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ». *Document 67 EX/30*, 11 mai 1964, 9 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 6) « Relations avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ». *67 EX/Décision 6.10*, mai-juin 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 7) « Projet d'Accord avec le Centre international de calcul (CIC) ». *Document 68 EX/31*, 4 novembre 1964, 4 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 8) « Projet d'Accord avec le Centre international de calcul (CIC) ». *68 EX/Décision 7.3*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.

C) QUESTIONS DE PROCÉDURE

- 1) « Augmentation du nombre des membres du Comité juridique ». *Document 13C/20*, 26 juin 1964, 11 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 2) « Premier Rapport du Comité juridique ». *Document 13C/33*, 22 octobre 1964, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
(Augmentation du nombre des membres du Comité juridique)
- 3) « Modifications à l'article 31 du Règlement intérieur » (augmentation du nombre des membres du Comité juridique). *13C/Résolution 13.2*, octobre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 4) « Sixième Rapport du Comité juridique ». *Document 13C/47*, 17 novembre 1964, 2 p. Anglais, espagnol, français, russe.
(Responsabilités qui incombent au Comité juridique et aux États qui y sont représentés)
- 5) « Projets de modifications des dispositions du Règlement sur les élections au scrutin secret concernant l'élection des membres du Conseil exécutif ». *68 EX/Décision 6.7*, octobre-novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 6) « Propositions de modification du tableau schématique d'une classification d'ensemble des diverses catégories de réunions convoquées par l'UNESCO ». *Document 13C/17*, 21 août 1964, 8 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 7) « Huitième Rapport du Comité juridique ». *Document 13C/49*, 17 novembre 1964, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
(Propositions de modification du tableau schématique d'une classification d'ensemble des diverses catégories de réunions convoquées par l'UNESCO)
- 8) « Modification du tableau schématique d'une classification d'ensemble des diverses catégories de réunions convoquées par l'UNESCO ». *13C/Résolution 15.1*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 9) « Majorité requise pour l'adoption des projets de résolution de caractère budgétaire ou financier qui présentent une importance particulière ». *Document 13C/19*, 26 juin 1964, 11 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 10) « Cinquième Rapport du Comité juridique ». *Document 13C/45*, 13 novembre 1964, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
(Article 81 du Règlement intérieur. Majorité requise pour l'adoption des projets de résolution de caractère budgétaire ou financier qui présentent une importance particulière)
- 11) « Modification de l'article 81 du Règlement intérieur (majorité requise pour l'adoption des projets de résolution de caractère budgétaire ou financier qui présentent une importance particulière) ». *13C/Résolution 13.4*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 12) « Notification des sessions de la Conférence générale. Note du Gouvernement de la République arabe unie ». *Document 13C/26*, 21 août 1964, 2 p. Anglais, espagnol, français, russe.

- 13) « Troisième Rapport du Comité juridique ». *Document 13C/42*, 13 novembre 1964, 4 p. Anglais, espagnol, français, russe.
(Article 6 du Règlement intérieur. Notification des sessions de la Conférence générale. Question inscrite à la demande de la République arabe unie)
- 14) « Modifications à l'article 6 du Règlement intérieur » (notification des sessions de la Conférence générale). *13C/Résolution 13.1*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 15) « Projets d'amendements au règlement sur les élections au scrutin secret en ce qui concerne les dispositions relatives à l'élection des membres du Conseil exécutif ». *Document 13C/27*, 21 août 1964, 3 p., et *Document 13C/27 Add.*, 21 octobre 1964, 8 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 16) « Deuxième Rapport du Comité juridique ». *Document 13C/35*, 26 octobre 1964, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
(Projet d'amendement au règlement sur les élections au scrutin secret en ce qui concerne les dispositions relatives à l'élection des membres du Conseil exécutif)
- 17) « Amendement au Règlement sur les élections au scrutin secret (dispositions relatives à l'élection des membres du Conseil exécutif) ». *13C/Résolution 14.1*, octobre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 18) « Quatrième Rapport du Comité juridique ». *Document 13C/44*, 16 novembre 1964, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
(Article 78 du Règlement intérieur. Date limite pour le dépôt des propositions tendant à l'adoption d'amendements au Projet de programme qui comportent la prise en charge de nouvelles activités ou un accroissement sensible des dépenses budgétaires)
- 19) « Modification de l'article 78 du Règlement intérieur (date limite pour le dépôt des propositions tendant à l'adoption d'amendements au Projet de programme qui comportent la prise en charge de nouvelles activités ou un accroissement sensible des dépenses budgétaires) ». *13C/Résolution 13.3*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.

D) CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS

- 1) « Projet de recommandation concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'exportation, l'importation et le transfert de propriété illicites des biens culturels ». *Document 13C/PRG/17*, 29 juin 1964, 11 p. Anglais, espagnol, français, russe.
(Projet de texte et rapport du Comité spécial d'experts gouvernementaux)
- 2) Rapport du groupe de travail sur le projet de recommandation: « Mesures à prendre pour interdire et empêcher l'exportation, l'importation et le transfert de propriété illicites des biens culturels ». *Document 13C/PRG/35*, 5 novembre 1964, 4 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 3) « Recommandation concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'exportation, l'importation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée par la Conférence générale à sa treizième session, Paris, 19 novembre 1964 ». (Pas de cote). Anglais, espagnol, français, russe.
(Texte définitif de la recommandation)
- 4) « Projet de recommandation concernant la normalisation internationale des statistiques de l'édition de livres et de périodiques ». *Document 13C/PRG/11*, 6 juin 1964, 18 p. Anglais, espagnol, français, russe.
(Texte du projet de recommandation et rapport du Comité spécial d'experts gouvernementaux)
- 5) « Rapport du Groupe de travail sur le projet de recommandation concernant la normalisation internationale des statistiques de l'édition de livres et de périodiques ». *Document 13C/PRG/34*, 30 octobre 1964, 4 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 6) « Recommandation concernant la normalisation internationale des statistiques de l'édition de livres et de périodiques, adoptée par la Conférence générale à sa treizième session, Paris, 19 novembre 1964 ». (Pas de cote). Anglais, espagnol, français, russe.
(Texte définitif de la recommandation)

- 7) « Rapport sur la réglementation internationale éventuelle de la sauvegarde des biens culturels mis en péril par des travaux publics ou privés ». *Document 67 EX/7*, 16 avril 1964, 20 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 8) « Rapport sur la réglementation internationale éventuelle de la sauvegarde des biens culturels mis en péril par des travaux publics ou privés ». *67 EX/Décision 3.4.1*, mai-juin 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 9) « Rapport sur l'opportunité d'élaborer une réglementation internationale concernant la sauvegarde des biens culturels mis en péril par des travaux publics ou privés ». *Document 13C/PRG/16*, 24 juillet 1964, 17 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 10) « Rapport du Groupe de travail sur l'opportunité d'élaborer une réglementation internationale concernant la sauvegarde des biens culturels mis en péril par des travaux publics ou privés ». *Document 13C/PRG/37*, 9 novembre 1964, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 11) « Sauvegarde des biens culturels mis en péril par des travaux publics ou privés ». *13C/Résolution 3.334*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 12) « Établissement, en coopération avec l'Organisation internationale du Travail, d'un instrument international sur le statut du personnel enseignant ». *Document 67 EX/5*, 18 mars 1964, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 13) « Établissement, en coopération avec l'Organisation internationale du Travail, d'un instrument international sur le statut du personnel enseignant ». *67 EX/Décision 3.3.4*, mai-juin 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 14) « Avant-projet de recommandations internationales concernant la situation professionnelle, sociale et économique des maîtres ». *13C/Résolution 1.23*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 15) « Présentation par les États Membres de rapports périodiques sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement ». *Document 13C/12*, 21 août 1964, 21 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 16) « Septième Rapport du Comité juridique ». *Document 13C/48*, 17 novembre 1964, 6 p. Anglais, espagnol, français, russe.
 (Plan pour la présentation par les États Membres de rapports périodiques sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement)
- 17) « Plan pour la présentation par les États Membres de rapports périodiques sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement ». *13C/Résolution 16.1*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 18) « Premiers rapports spéciaux des États Membres sur la suite qu'ils ont donnée au Protocole et aux Recommandations par la Conférence générale à sa douzième session », *Documents 13C/11 et 13C/11 Add. 1*, 18 septembre et 30 septembre 1964, 169 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 19) « Rapport du Comité des rapports, Section II, Premiers rapports spéciaux présentés par les États Membres sur la suite donnée par eux au Protocole et aux Recommandations adoptés par la Conférence générale à sa douzième session ». *Document 13C/13 Rev.*, p. 4 et Annexes II et III, 19 novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 20) « Premiers rapports spéciaux présentés par les États Membres sur la suite donnée par eux au Protocole et aux Recommandations adoptés par la Conférence générale à sa douzième session ». *13C/Résolution 36*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 21) « Rapport général sur les premiers Rapports spéciaux présentés par les États Membres au sujet de la suite donnée par eux au Protocole et aux Recommandations adoptés par la Conférence générale à sa douzième session ». (Pas de cote), novembre 1964, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 22) « Premiers Rapports spéciaux à présenter à la Conférence générale à sa quatorzième session sur la suite donnée par les États Membres aux Recommandations adoptées par la Conférence générale à sa treizième session ». *13C/Résolution 37*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.

E) INSTITUTS, CENTRES ET AUTRES ORGANISMES

- 1) « Décennie hydrologique internationale. Projet de création d'un Conseil de coordination de la Décennie ». *Document 13C/PRG/9*, 21 août 1964, 8 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 2) « Statuts du Conseil de coordination de la Décennie hydrologique internationale ». *13C/Résolution 2.2222*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 3) « Modification des Statuts de la Commission océanographique intergouvernementale ». *Document 13C/PRG/8*, 21 août 1964, 5 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 4) « Modifications des Statuts de la Commission océanographique intergouvernementale ». *13C/Résolution 2.2233*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 5) « Proposition de modification des statuts du Comité international d'experts en matière d'alphabetisation ». *Document 68 EX/25*, 28 août 1964, 2 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 6) « Proposition de modification des statuts du Comité international d'experts en matière d'alphabetisation ». *68 EX/Décision 4.3*, octobre-novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 7) « Projet de Statuts du Comité international de la Jeunesse ». *Document 69 EX/7*, 20 novembre 1964, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 8) « Projet de Statuts du Comité international de la Jeunesse ». *69 EX/Décision 12*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 9) « Accord entre l'UNESCO et le Gouvernement du Maroc relatif au Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement ». 13 mai 1964. (Pas de cote). Français seulement.
- 10) « Accord entre l'UNESCO et le Gouvernement du Mexique relatif à la création et au fonctionnement au Mexique d'un Centre latino-américain de chimie ». 28 novembre 1964. (Pas de cote). Espagnol et français.

F) DIVERS

- 1) « Rapports périodiques sur les articles 19, 26 et 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ». *13C/Résolution 38*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 2) « Conférence internationale de l'instruction publique. Mandat, composition et règlement intérieur de la Conférence ». *Document 67 EX/2*, 3 avril 1964, 4 p.; *Document 67 EX/2 Add.*, 14 mai 1964, 7 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 3) « Conférence internationale de l'instruction publique. Propositions communes du BIE et de l'UNESCO touchant le mandat de la Conférence, sa composition et son règlement intérieur ». *67 EX/Décisions 3.3.1. et 3.3.1.1*, mai-juin 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 4) « Rapport du Directeur général sur la XXVII^e Conférence internationale de l'instruction publique ». *Document 68 EX/23*, 20 août 1964, 12 p., et *Document 68 EX/23 Add.*, 25 septembre 1964, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 5) « Rapport du Directeur général sur la XXVII^e Conférence internationale de l'instruction publique ». *68 EX/Décision 4.2*, octobre-novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.
- 6) « Statut et organisation de la Conférence internationale de l'instruction publique ». *Document 13C/PRG/28*, 21 septembre 1964, 10 p., *Document 13C/PRG/28 Add. 2*, 2 novembre 1964, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 7) « Conférence internationale de l'instruction publique. Statut et organisation ». *Document 69 EX/3*, 18 novembre 1964, 6 p. Anglais, espagnol, français, russe.
- 8) « Conférence internationale de l'instruction publique »: *69 EX/Décision 7*, novembre 1964. Anglais, espagnol, français, russe.

IV. ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

1) *Texte trilingue de la Convention relative à l'aviation civile internationale*

[Le texte de la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944, était rédigé en anglais. Les dispositions finales de la Convention envisagent l'élaboration d'un nouveau texte « rédigé en anglais, français et espagnol, chacune de ces versions devant faire également foi ». Ce texte n'a jamais été rédigé. À la demande de l'Assemblée de l'OACI, le Conseil étudie actuellement la question.]

C-WP/3907, 29/11/63, anglais, espagnol, français — Question n° 27.2: Élaboration du texte trilingue authentique de la Convention de Chicago. Deuxième groupe d'étude concernant le texte trilingue de la Convention de Chicago. Premier rapport (20 pages).

Doc 8413-2, C/950-2, 26/5/64, anglais — Conseil, cinquante et unième session, procès-verbaux de la deuxième séance, 26 février 1964, pages 19-22 (par. 1, 2-10).

Doc 8413-6, C/950-6, 25/8/64, anglais — Conseil, cinquante et unième session, procès-verbaux de la sixième séance, 11 mars 1964, pages 67-82 (par. 1-2, 4-82).

Doc 8413-7, C/950-7, 25/8/64, anglais — Conseil, cinquante et unième session, procès-verbaux de la septième séance, 16 mars 1964, pages 85, 96-99 (par. 5, 64-81).

Doc 8413-9, C/950-9, 25/8/64, anglais — Conseil, cinquante et unième session, procès-verbaux de la neuvième séance, 20 mars 1964, pages 121 à 132 (par. 1, 7-66).

Doc 8438-C/952 — Décisions du Conseil, cinquante et unième session, Montréal, 24 février-26 mars 1964, anglais, espagnol, français, pages 25 à 27.

C-WP/4024, 11/6/64, anglais, espagnol, français — Question n° 27.2: Élaboration du texte trilingue authentique de la Convention de Chicago. Deuxième groupe d'étude concernant le texte trilingue de la Convention de Chicago (2 pages).

Doc 8423-12, C/951-12, 28/8/64, anglais — Conseil, cinquante-deuxième session, procès-verbaux de la douzième séance, 23 juin 1964, pages 178, 188-191 (par. 8, 63-79).

Doc 8439-C/953 — Décisions du Conseil, cinquante-deuxième session, Montréal, 25 mai-6 juin 1964, anglais, espagnol, français, page 21.

C-WP/4069, 1/10/64, anglais — Question n° 27.2: Élaboration du texte trilingue authentique de la Convention de Chicago. Convocation d'une conférence diplomatique (1 page).

Doc 8446-9, C/954-9, 20/1/65, anglais — Conseil, cinquante-troisième session, procès-verbaux de la neuvième séance, 10 novembre 1964, pages 126 à 131 (par. 1, 4-26).

2) *Projet d'élaboration d'un Répertoire de la pratique suivie par l'Assemblée, le Conseil et d'autres organes pour l'application de la Convention relative à l'aviation civile internationale*

[À sa quatorzième session en 1962, l'Assemblée a pris acte du rapport intérimaire que lui avait soumis le Conseil au sujet d'un projet de Répertoire de la pratique suivie par l'Assemblée, le Conseil et d'autres organes pour l'application de la Convention relative à l'aviation civile internationale. Au cours de l'année 1964, le Conseil a décidé qu'au lieu d'élaborer un Répertoire complet, le Secrétaire général devrait établir et tenir à jour un « Répertoire-Guide » de la pratique suivie par l'OACI pour l'application des articles de la Convention.]

C-WP/3924, 28/1/64, anglais — Question n° 27: Convention de Chicago. Projet d'élaboration d'un Répertoire de la pratique suivie par l'Assemblée, le Conseil et d'autres organes pour l'application de la Convention relative à l'aviation civile internationale (27 pages).

C-WP/4010, 26/5/64, anglais, espagnol, français — Question n° 27: Convention de Chicago. Projet d'établissement d'un Répertoire pratique (ANC n° 447.1/64) (3 pages).

C-WP/3996, 14/5/64, anglais — Question n° 27: Convention de Chicago. Répertoire pratique (1 page).

C-WP/4009, 19/5/64, anglais, espagnol, français — Question n° 27: Convention de Chicago. Répertoire pratique (2 pages).

C-WP/4008, 19/5/64, anglais, espagnol, français — Question n° 27: Convention de Chicago. Répertoire pratique (1 page).

C-WP/4011, 22/5/64, anglais, espagnol, français — Question n° 27: Convention de Chicago. Projet d'élaboration d'un Répertoire de la pratique suivie par l'Assemblée, le Conseil et d'autres organes pour l'application de la Convention relative à l'aviation civile internationale (5 pages).

Doc 8423-7, C/951-7, 22/7/64, anglais — Conseil, cinquante-deuxième session, procès-verbaux de la septième séance, 8 juin 1964, pages 120, 121-124 (par. 1, 2-21).

Doc 8439-C/953 — Décisions du Conseil, cinquante-deuxième session, Montréal, 25 mai-26 juin 1964, anglais, espagnol, français, pages 20-21.

C-WP/4095, 5/11/64, anglais, espagnol, français — Question n° 27: Convention de Chicago. Projet d'élaboration d'un Répertoire de la pratique suivie par l'Assemblée, le Conseil et d'autres organes pour l'application de la Convention relative à l'aviation civile internationale (13 pages).

Doc 8446-19, C/954-19, 22/2/65, anglais — Conseil, cinquante-troisième session, procès-verbaux de la dix-neuvième séance, 14 décembre 1964, pages 284 et 286-289 (par. 1, 10-26).

3) *Admission de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar à l'OACI*

[Le 26 juin 1964, le Conseil a noté que l'Organisation avait reçu du Secrétaire général des Nations Unies une note, en date du 6 mai 1964, adressée par le Ministère des affaires étrangères de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar touchant la création de ladite République. Tous les États contractants ont été avertis qu'à compter du 26 avril 1964, la République-Unie était un État contractant, c'est-à-dire partie à la Convention relative à l'aviation civile internationale, et membre de l'OACI — au lieu et place de l'ancienne République du Tanganyika. La nouvelle République a, par la suite, pris le nom de Tanzanie.]

C-WP/4023, 10/6/64, anglais, espagnol, français — Question n° 38: Politique générale dans les relations extérieures. République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar (5 pages).

Doc 8423-18, C/951-13, 28/8/64, anglais — Conseil, cinquante-deuxième session, procès-verbaux de la treizième séance, 26 juin 1964, pages 195 et 200 (par. 6, 30-33).

Doc 8439-C/953 — Décisions du Conseil, cinquante-deuxième session, Montréal, 25 mai-26 juin 1964, anglais, espagnol, français, page 24.

4) *Projet de révision de la Convention relative aux dommages causés aux tiers à la surface par des aéronefs étrangers (Rome, 7 octobre 1952)*

[En 1964, après avoir examiné une analyse des réponses envoyées par les États aux questionnaires portant sur une révision éventuelle de la Convention de Rome, le Conseil a décidé de proposer au Comité juridique que cette question soit inscrite, avec un rang de priorité raisonnable, à la partie du programme de travail en cours d'exécution. Le Comité a donné la suite voulue à cette décision et il a été prévu qu'un Sous-Comité créé pour examiner la question se réunirait pendant la première moitié de 1965.]

C-WP/3991, 15/5/64, anglais, espagnol, français — Question n° 16: Activités juridiques de l'Organisation. Examen de la Convention relative aux dommages causés aux tiers à la surface par des aéronefs étrangers. Réponses à la lettre adressée aux États le 15 janvier 1964 (7 pages).

C-WP/3991, 15/5/64, ADDITIF, 3/6/64, anglais, espagnol, français — Question n° 16: Activités juridiques de l'Organisation (1 page).

Doc 8446-8, C/954-8, 20/1/65, anglais — Conseil, cinquante-troisième session, procès-verbaux de la huitième séance, 9 novembre 1964, pages 107, 113-115 (par. 4, 35-48).

5) *Comité juridique — Quinzième session, 1-19 septembre 1964*

[La quinzième session du Comité juridique s'est tenue à Montréal du 1^{er} au 19 septembre 1964. Parmi les questions examinées par le Comité, figuraient notamment la responsabilité des services de contrôle de la circulation aérienne, l'abordage aérien et certains problèmes liés à la location, à l'affrètement et à l'échange d'aéronefs.]

Doc 8444, LC/151, 19/9/64, anglais, espagnol, français — Comité juridique, quinzième session, Montréal, 1^{er} au 19 septembre 1964. Compte rendu des travaux du Comité juridique au cours de sa quinzième session (28 pages).

C-WP/4070, 8/10/64, anglais, espagnol, français — Question n° 16.1: Rapport du Comité juridique (3 pages).

Doc 8446-8, C/954-8, 20/1/65, anglais — Conseil, cinquante-troisième session, procès-verbaux de la huitième séance, 9 novembre 1964, pages 106, 108-113 (par. 3, 9-34).

6) *Projet de convention sur l'abordage aérien*

[Le Comité juridique a consacré la plus grande partie de sa quinzième session (tenue à Montréal du 1^{er} au 19 septembre 1964) à la préparation d'un projet de convention sur l'abordage aérien: le texte élaboré, toutefois, n'a pas été considéré comme définitif.]

Doc 8444, LC/151, 19/9/64, anglais, espagnol, français — Comité juridique, quinzième session, Montréal, 1^{er}-19 septembre 1964, compte rendu des travaux du Comité juridique au cours de sa quinzième session (28 pages) pages 13-17 (Annexe C — Rapport sur le projet de convention sur l'abordage aérien) pages 19-25 (Appendice à l'Annexe C — Projet de convention sur l'abordage aérien).

7) *Responsabilité des services de contrôle de la circulation aérienne*

[Le Sous-Comité de la responsabilité des services de contrôle de la circulation aérienne, créé par le Comité juridique, s'est réuni en avril 1964. Le Comité juridique a examiné le rapport de ce Sous-Comité en septembre 1964.]

LC/SC/LATC n° 19, 30/4/64, anglais, espagnol, français — Rapport du Sous-Comité de la responsabilité des services de contrôle de la circulation aérienne (24 pages).

LC/Document de travail n° 701, 7/5/64, anglais, espagnol, français — Comité juridique, quinzième session. Point 4 de l'ordre du jour: Rapport du Sous-Comité de la responsabilité des services de contrôle de la circulation aérienne (123 pages).

Doc 8444, LC/151, 19/9/64, anglais, espagnol, français — Comité juridique, quinzième session, Montréal, 1^{er}-19 septembre 1964. Compte rendu des travaux du Comité juridique au cours de sa quinzième session (28 pages), par. 6 (p. 2), par. 12 (p. 4).

C-WP/4070, 8/10/64, anglais, espagnol, français — Question n° 16.1: Rapport du Comité juridique (3 pages).

Doc 8446-8, C/954, 20/1/65, anglais — Conseil, cinquante-troisième session, procès-verbaux de la huitième séance, 9 novembre 1964, pages 106, 108-113 (par. 3, 9-34).

C-WP/4071, 13/10/64, anglais — Question n° 12.5: Programmes des réunions juridiques pour 1965, 1966, 1967 et 1968 (4 pages).

8) *Résolution B de la Conférence de Guadalajara (Problèmes touchant aux règlements de la sécurité aérienne et à leur mise à exécution, problèmes qui se sont posés à certains États lorsqu'un aéronef immatriculé dans un État est utilisé par un exploitant d'un autre État)*

[À sa quinzième session, le Comité juridique a examiné un rapport du Sous-Comité sur cette question. Il a adopté un programme d'études supplémentaires sur la question.]

LC/Document de travail n° 702, 7/5/64, anglais, espagnol, français — Comité juridique, quinzième session — Point 5 a) de l'ordre du jour: Rapport du Sous-Comité chargé d'étudier les problèmes visés par la résolution B de la Conférence de Guadalajara (13 pages).

Doc 8444, LC/151, 19/9/64, anglais, espagnol, français — Comité juridique, quinzième session, Montréal, 1^{er}-19 septembre 1964. Compte rendu des travaux du Comité juridique au cours de sa quinzième session (28 pages) (par. 8, p. 3).

9) *Problèmes liés à l'affrètement coque nue*

[À sa quinzième session, le Comité juridique a pris acte du rapport du Sous-Comité qui s'était réuni en avril 1963 pour examiner cette question.]

LC/Document de travail n° 703, 7/5/64, anglais, espagnol, français — Comité juridique, quinzième session, point 5 b) de l'ordre du jour: Rapport du Sous-Comité sur la résolution B de la Conférence de Guadalajara. Rapport sur les problèmes relatifs à l'affrètement coque nue (11 pages).

Doc 8444, LC/151, 19/9/64, anglais, espagnol, français — Comité juridique, quinzième session, Montréal, 1^{er}-19 septembre 1964. Compte rendu des travaux du Comité juridique au cours de sa quinzième session (28 pages), par. 9 (p. 3).

10) *Nationalité et immatriculation des aéronefs exploités par des organismes internationaux*

[En 1964, le Conseil a reçu de l'Union africaine et malgache de coopération économique et du Gouvernement de la République arabe unie, des demandes concernant l'étude des aspects juridiques des problèmes posés par la nationalité et l'immatriculation des aéronefs exploités par des organismes internationaux. (Voir article 77 de la Convention relative à l'aviation civile internationale qui traite de cette question.) Il a été prévu qu'un sous-comité du Comité juridique se réunirait en 1965 pour examiner la question.]

Doc 8446-10, C/954-10, 22/1/65, anglais — Conseil, cinquante-troisième session, procès-verbaux de la dixième séance, 25 novembre 1964, pages 144 et 153 (par. 5, 40-43).

C-WP/4115, 1/12/64, anglais, espagnol, français — Question n° 15.11: Propriété et exploitation en commun de services aériens internationaux. Problèmes de nationalité et d'immatriculation. Requêtes présentées par l'Union africaine et malgache de coopération économique et par la République arabe unie (8 pages).

Doc 8446-18 (Closed), C/954-18, 22/2/65, anglais — Conseil, cinquante-troisième session, procès-verbaux de la dix-huitième séance, 11 décembre 1964, pages 277, 278-282 (par. 1, 2-23).

11) *Organisation et méthodes de travail du Comité juridique*

[En novembre 1964, le Conseil a décidé de créer un groupe de travail chargé d'examiner l'organisation et les méthodes de travail du Comité juridique; ce groupe a commencé ses travaux avant la fin de l'année.]

Doc 8446-8, C/954-8, 20/1/65, anglais — Conseil, cinquante-troisième session, procès-verbaux de la huitième séance, 9 novembre 1964, pages 106 et 108-113 (par. 3 et 10-33).

Doc 8446-10, C/954-10, 22/1/65, anglais — Conseil, cinquante-troisième session, procès-verbaux de la dixième séance, 25 novembre 1964, pages 144 et 153-154 (par. 5, 44 et 46-48).

Doc 8446-11, C/954-11, 27/1/65, anglais — Conseil, cinquante-troisième session, procès-verbaux de la onzième séance, 27 novembre 1964, pages 157 et 159 (par. 1, 4).

12) *Règlement intérieur*

a) Statut des observateurs assistant aux séances de l'OACI

[En 1964, après avoir examiné la question du statut des observateurs assistant aux séances de l'OACI, le Conseil a décidé de ne modifier en rien les règles en vigueur étant donné qu'on l'avait informé qu'aucun problème majeur ne s'était posé à cet égard. Le Conseil a cependant prié le Comité juridique d'examiner cette question eu égard à son règlement intérieur qui donne à tout observateur le droit de disposer, dans certaines conditions, des motions ou des amendements à des motions. Le Comité juridique n'a pas examiné le fond de la question au cours de l'année 1964. Il a été entendu, au Conseil, qu'un article analogue du règlement applicable aux réunions concernant la navigation aérienne serait réexaminé par la Commission de la navigation aérienne quand elle aurait l'occasion de reviser ledit règlement.]

Doc 8418-1, C/950-1, 22/5/64, anglais — Conseil, cinquante et unième session, procès-verbaux de la première séance, 24 février 1964, pages 2, 7-8 (par. 4, 27-30).

Doc 8438-C/952 — Décisions du Conseil, cinquante et unième session, Montréal, 24 février-26 mars 1964, anglais, espagnol, français, page 4.

C-WP/4002, 18/5/64, anglais, espagnol, français — Question n° 10: Relations avec l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et d'autres organisations internationales — Question n° 41: Règlement intérieur des divers organes de l'OACI à représentation nationale. Règles applicables aux observateurs (26 pages).

Doc 8423-9 (Closed), C/951-9 (Closed), 21/8/64, anglais — Conseil, cinquante-deuxième session, procès-verbaux de la neuvième séance, 12 juin 1964, pages 142, 144-147 (par. 2 et 10 à 25).

Doc 8439-C/953 — Décisions du Conseil, cinquante-deuxième session, Montréal, 25 mai-26 juin 1964, anglais, espagnol, français, pages 4 et 5.

LC/Document de travail n° 704, 7/5/64, anglais, espagnol, français — Comité juridique — quinzième session — Point 6 de l'ordre du jour: Amendements au règlement intérieur du Comité (10 pages).

Doc 8444, LC/151, 19/9/64, anglais, espagnol, français — Comité juridique, quinzième session, Montréal, 1^{er}-19 septembre 1964 — Compte rendu des travaux du Comité juridique au cours de sa quinzième session (28 pages), par. 10 et 11 (p. 3).

b) Participation de l'Association du transport aérien international et de la Fédération aéronautique internationale aux séances des organes auxiliaires du Conseil

[Après avoir examiné les conditions dans lesquelles l'Association du transport aérien international et la Fédération aéronautique internationale participaient aux séances des organes auxiliaires du Conseil, ce dernier a décidé, en 1964, que l'invitation permanente, adressée à ces organisations en septembre 1947 en vue de « leur participation aux séances des Comités de la navigation aérienne et du transport aérien », devait relever du règlement intérieur des comités permanents (Doc. 8146).]

C-WP/4003, 19/5/64, anglais, espagnol, français — Question n° 10: Relations avec l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et d'autres organisations internationales. Participation de l'Association du transport aérien international et de la Fédération aéronautique internationale aux séances des organes auxiliaires du Conseil (3 pages).

Doc 8423-9 (Closed), C/951-9, 21/8/64, anglais — Conseil, cinquante-deuxième session, procès-verbaux de la neuvième séance, 12 juin 1964, pages 141 et 143 (par. 1 et 4-9).

Doc 8439-C/953 — Décisions du Conseil, cinquante-deuxième session, Montréal, 25 mai-26 juin 1964, anglais, espagnol, français, page 5.

13) *Facilités, privilèges et immunités*

[L'Arrêté en Conseil n° 492 de la Province de Québec, en date du 23 mars 1962, a été abrogé et remplacé par l'Arrêté en Conseil n° 2330, en date du 2 décembre 1964, relatif à certaines concessions fiscales accordées aux représentants non canadiens auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale et aux fonctionnaires non canadiens de l'Organisation, lequel a, à son tour, été remplacé par l'Arrêté en Conseil n° 172 du 26 janvier 1965⁹.]

V. AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

1) *Statut et composition de l'Agence*

a) Mesures prises par les États touchant le Statut (INFCIRC/42/Rev.1).

b) Composition:

Chypre (GC(VIII)/267, GC(VIII)/RES/162)

Koweït (GC(VIII)/267, GC(VIII)/RES/163)

Kenya (GC(VIII)/282, GC(VIII)/RES/164)

Madagascar (GC(VIII)/282, GC(VIII)/RES/165)

2) *Réglementation interne relative à des questions de procédure et à des questions administratives*

Modifications du Statut provisoire du personnel de l'Agence (INFCIRC/6/Rev.1).

⁹ Reproduit dans le présent *Annuaire*, p. 4.

3) Conventions internationales¹⁰

- a) Convention de Vienne sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires:
 - i) Actes de la Conférence internationale sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, Vienne, 29 avril-19 mai, 1963 (AIEA Collection juridique, n° 2)
 - ii) Comité permanent sur la responsabilité civile, rapport sur la première série de réunions (CN-12/SC/9)
 - iii) Établissement de limites maxima pour l'exclusion de petites quantités de matières nucléaires du champ d'application de la Convention de Vienne sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires (AIEA Collection juridique, n° 4)
- b) Convention internationale relative à la responsabilité des exploitants de navires nucléaires, Commission permanente de la Conférence diplomatique du droit maritime, Rapport du Président sur les réunions tenues à Monaco du 24 au 31 octobre 1963 et du 24 juin au 1^{er} juillet 1964 (CN-6/SC/13)
- c) Accord entre l'Agence et les Gouvernements norvégien, polonais et yougoslave, concernant des recherches sur la physique des réacteurs (INFCIRC/55)¹¹
- d) Accord entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour l'application de garanties à des ensembles réacteurs aux États-Unis (INFCIRC/57)¹²
- e) Accord relatif à l'exécution, sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique, d'un programme commun (régional) de formation et de recherches comportant l'emploi d'un spectromètre à neutrons à cristal (INFCIRC/56)¹³
- f) Accord entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Gouvernement de la République arabe unie relatif à l'aide de l'Agence pour la mise en œuvre d'un projet de recherches¹⁴
- g) Accord entre l'Agence, l'*Oesterreichische Studiengesellschaft für Atomenergie G.m.b.H.* et l'Organisation de coopération et de développement économiques, relatif à la collaboration pour l'exécution d'un programme international sur l'irradiation des fruits et jus de fruits (INFCIRC/64)¹⁵.

4) Autres décisions et documents

- a) Extension du système de garanties de l'Agence aux grands ensembles réacteurs (INFCIRC/26/Add.1).
- b) Année de la coopération internationale [GC(VIII)/290, GC(VIII)/RES/175].
- c) Assistance d'urgence en cas d'accidents nucléaires [GC(VIII)/290, GC(VIII)/RES/177].
- d) Coopération entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et la Commission scientifique, technique et de la recherche de l'Organisation de l'unité africaine [GC(VIII)/292, GC(VIII)/RES/179].
- e) Accords enregistrés auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (jusqu'au 31 décembre 1964) (AIEA Collection juridique, n° 3).

¹⁰ Y compris des traités importants, conclus en 1964, auxquels l'Agence est partie.

¹¹ Entré en vigueur le 10 avril 1964. Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 501, p. 245.

¹² Entré en vigueur le 1^{er} août 1964. Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 525, p. 3.

¹³ Entré en vigueur entre l'Agence, l'Inde et les Philippines le 31 août 1964. Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 525, p. 6.

¹⁴ Entré en vigueur le 17 septembre 1964. Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 525, p. 19.

¹⁵ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1965.